

CONTRIBUTION
**Clairons des
marchands
du chaos**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

P5 Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Lundi 5 mai 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6435 - 22^e année

**LA DECLARATION D'ALGER
ISSUE DU 38^e CONGRÈS
DE L'UIPA :**



**« La question
palestinienne
demeure
centrale »**

P 3

PETROLE BRUT



**La production
algérienne
passera
à 928 000 b/j**

P 2

**SAIHI RÉITÈRE L'ENGAGEMENT
DE L'ÉTAT :**

**« Les cancéreux,
priorité
nationale »**

P 4

**HIPPODROME KAID AHMED-TIARET,
CET APRÈS-MIDI À 15H30**

**Duel entre
Initial et Teimor
El Mesk**

P 21

PARTENARIAT ENTRE L'ALGÉRIE ET OMAN

Stratégique, privilégié et prometteur !

LIRE EN PAGE 3



Ph.:DR

**AMNESTY ÉPINGLE LE RÉGIME MAROCAIN SUR LA RÉPRESSION DES SAHRAOIS
ET DES VOIX D'OPPOSITION MAROCAINES**

Le sombre bilan du Makhzen

**Le régime de M6 a continué, en 2024, à déployer sa machine de répression dans les territoires sahraouis occupés.
Les Marocains aussi, ces « indociles » pas d'accord avec le Makhzen, ont subi le même châtimeur ...**

LIRE EN PAGE 24

Cancers, comment lutter ?

Les progrès de la science. Le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), le Pr Kamel Sanhadji, le dit, sans détour, « le cancer demeure à ce jour un échec de la médecine, tant que la guérison complète reste hors de portée pour de nombreuses formes de cette pathologie... Alors, mieux vaut prévenir que guérir ». C'était lors des Assises nationales de la prévention et de la lutte contre le cancer qui se sont tenues, les 3 et 4 mai derniers à Alger. Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, est du même avis en déclarant que « la stratégie adoptée par l'Algérie en matière de lutte contre cette maladie depuis l'an 2020 repose sur deux axes, à savoir le traitement et la prévention ». Ceci après que le Président eut décidé de considérer la prise en charge des malades du cancer de priorité des priorités. Depuis lors notre pays s'est doté de « 21 centres de lutte

contre le cancer (CAC)...avec la consécration de 50% du budget de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) à l'acquisition des produits pharmaceutiques spécifiques aux patients atteints de cancer » a ajouté Saihi. De son côté, le ministre du Travail, Fayçal Bentaleb, a rappelé l'octroi aux patients atteints de cancer non affiliés à la sécurité sociale de la carte "Chifa".

Le président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer (CNPLCC), Pr Adda Bounedjar, a précisé que l'objectif de ces assises « est d'élaborer une stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer pour la période 2025-2035 ». C'est dire que l'État met tous ses moyens, financiers, humains et matériels, pour la meilleure prise en charge possible des cancéreux algériens. Cependant, cette maladie progresse et touche l'humanité toute entière. L'OMS incrimine « le tabagisme, un indice de masse corporelle élevé, la consommation d'alcool, un apport insuffisant en fruits et légumes ou un

manque d'exercice physique. La pollution de l'air est également un facteur de risque important de cancer du poumon ». Quoiqu'il en soit, ce fléau est dû au changement de mode de vie et surtout à l'alimentation humaine. Ce qui explique le succès grandissant du label « BIO ». C'est-à-dire revenir aux produits alimentaires naturels. Ce qui implique que ce que nous mangeons aujourd'hui est à revoir pour que la prévention prenne tout son sens. Celle-ci, doit agir sur un double aspect. Sur la malbouffe mais aussi sur l'industrie de transformation alimentaire. D'autres causes existent, comme certains pesticides, certains engrais, certains déchets industriels liquides qui polluent les nappes phréatiques, etc., etc.. Agir sur toutes ces causes est plus facile à dire qu'à faire. Tous les États de la planète buttent sur la relation directe avec le développement économique. Lorsqu'il est question de prévention, ce sont tous ces points qu'il faut revoir normaliser autrement. Pour freiner, voire réduire les cas de cancers. Dans le monde, ce sont 20 millions de nouveaux cas chaque année (pays riches et pauvres confondus). Dont 50 000 dans notre pays !

Zouhir Mebarki

L'ÉDITO

PÉTROLE BRUT

Notre production passera à 928.000 b/j dès le 1^{er} juin

La production de pétrole brut de l'Algérie augmentera de 9.000 barils par jour (b/j), portant sa production totale pour le mois de juin à 928.000 b/j, a annoncé un communiqué du ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables.

Le communiqué précise qu'à l'issue d'une réunion ministérielle, tenue par visioconférence, le 3 mai 2025, l'Algérie et sept autres pays de l'alliance "Opep+" (l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie), qui appliquent ces réductions volontaires annoncées en avril 2023, ont décidé une nouvelle augmentation de leur production pétrolière à partir de juin prochain. Il s'agit, souligne la même source, d'un ajustement collectif à la hausse de leur production, de l'ordre de 411.000 b/j en juin 2025, et ce, "à la lumière des prévisions d'une demande pétrolière plus solide au troisième trimestre 2025, et en cohérence avec les décisions prises le 5 décembre 2024 puis réaffirmées le 3 mars 2025", indique le ministère. Les huit pays accélèrent donc leur plan de levée progressive des réductions volontaires. Toutefois, le communiqué du ministère souligne que cette augmentation "progressive et adaptable", est "susceptible d'être réévaluée ou interrompue selon l'évolution du marché, afin de préserver sa stabilité". La même source fait savoir que lors de cette réunion, à laquelle a participé le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, les discussions ont porté sur la conjoncture actuelle du marché pétrolier international, ses perspectives, ainsi que le suivi des engagements en matière de réduction, y compris la compensation des volumes excédentaires. Un communiqué de l'Orga-



nisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) explique que « compte tenu de la bonne santé actuelle des fondamentaux du marché, comme en témoignent les faibles stocks de pétrole, et conformément à la décision prise le 5 décembre 2024 d'entamer un retour progressif et flexible des ajustements volontaires de 2,2 millions de barils par jour à partir du 1er avril 2025, les huit pays participants mettront en œuvre un ajustement de production de 411 mille barils par jour en juin 2025 à partir du niveau de production requis de mai 2025. Cela équivaut à trois augmentations mensuelles, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Les augmentations graduelles peuvent être suspendues ou annulées en fonction de l'évolution des conditions du marché. Cette flexibilité permettra au groupe de continuer à soutenir la stabilité du marché pétrolier ». Le même communiqué poursuit : « Les huit pays de l'OPEP+ ont également noté que cette mesure sera l'occasion pour les pays participants d'accélérer leurs compensations. Les huit pays ont réitéré leur engagement collectif à se conformer pleinement à la Déclaration de coopération, y compris les

ajustements volontaires supplémentaires de la production qui ont été convenus d'être surveillés par le JMMC (comité ministériel conjoint de suivi OPEP et non OPEP) lors de sa 53e réunion tenue le 3 avril 2024. Ils ont également confirmé leur intention de compenser intégralement tout volume surproduit depuis janvier 2024. Les huit pays de l'OPEP+ tiendront des réunions mensuelles pour examiner les conditions du marché, la conformité et la rémunération. Les huit pays se réuniront le 1er juin 2025 pour décider des niveaux de production de juillet ». Pour rappel, c'est à Alger, en marge de la 15e réunion ministérielle du Forum international de l'énergie, le 28 septembre 2016, que fut conclu l'Accord historique qui a permis deux mois plus tard, la signature de l'Accord de Vienne lors de la 171e réunion de la Conférence de l'OPEP le 30 novembre 2016, et à la Déclaration de coopération (DoC) historique entre l'OPEP et les pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP, le 10 décembre de la même année à Vienne, en Autriche. L'OPEP+ regroupe 23 pays: 13 pays de l'OPEP et 10 pays non-OPEP.

M'hamed Rebah

IMPORTATION DE PANNEAUX SOLAIRES CHINOIS

L'Algérie accélère le rythme vers l'électricité solaire

Signe que l'Algérie est résolument décidée à aller vite dans la réalisation de son ambitieux programme de production d'électricité d'origine renouvelable : les importations de panneaux solaires, en provenance de Chine, enregistrent un bond remarquable. Selon les données de la plateforme spécialisée Al-Taqa (Énergie), au cours du premier trimestre de cette année, l'Algérie a importé suffisamment de panneaux solaires de fabrication chinoise pour produire 460 mégawatts. Ainsi, l'engagement de la Chine dans le programme algérien des énergies renouvelables se confirme. En juillet 2023, la visite d'État du Président Abdelmadjid Tebboune en Chine a été couronnée par la signature de 19 accords de coopération et mémorandums d'entente dans plusieurs domaines, notamment dans celui des énergies renouvelables et de l'hydrogène. Dans un message adressé au Forum d'affaires algéro-chinois à Pékin, le Président Tebboune avait cité les énergies renouve-

lables parmi les domaines pour lesquels l'Algérie dispose de plusieurs atouts et avantages qui font d'elle une destination d'investissement prometteuse. Tout récemment, une délégation de l'entreprise chinoise Longji, spécialisée dans la fabrication de panneaux solaires, conduite par James Jin, président de l'entreprise pour la région Moyen-Orient, Afrique et Asie centrale, a été reçue par le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, au siège du ministère, en présence du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargé des Énergies renouvelables, Noureddine Yassaâ, ainsi que de cadres du ministère. Il s'agissait de passer en revue les voies à même de renforcer la coopération et le partenariat entre les entreprises du secteur et l'entreprise Longji, notamment dans les domaines du développement des énergies nouvelles et renouvelables. Les opportunités d'investissement dans les projets d'énergie solaire photovoltaïque, la technologie de l'hydrogène vert et le stocka-

ge de l'énergie en Algérie, ont été évoquées. La rencontre a permis également d'aborder les possibilités de développer une industrie locale des panneaux solaires en Algérie, à partir des cellules photovoltaïques, en vue de renforcer le contenu local en matière d'énergies renouvelables et de conforter les aspirations de l'Algérie à devenir une plateforme industrielle et exportatrice. Les représentants de l'entreprise chinoise ont présenté les dernières innovations et technologies utilisées dans la fabrication de panneaux solaires à haut rendement, ce qui renforce la position de l'entreprise en tant que leader mondial dans ce domaine. La délégation chinoise a exprimé son "grand intérêt pour le marché algérien", soulignant "les perspectives prometteuses qu'offre le secteur des énergies renouvelables en Algérie, notamment au regard de la vision stratégique adoptée par l'État en vue de développer ses capacités de production et de renforcer la sécurité énergétique future", conclut le communiqué. La possibilité d'établir des

partenariats stratégiques avec les opérateurs locaux et les centres de recherche nationaux a été examinée, dans le but de développer des solutions technologiques innovantes et d'intégrer les capacités de recherche et de développement dans le processus de fabrication, et partant atteindre un taux d'intégration nationale progressif et efficient dans cette industrie. L'objectif fixé par le programme national de développement des énergies renouvelables, pour 2035, est d'atteindre le plafond de capacité de 15.000 MW, à travers 40 wilayas, dont une première tranche de 3000 MW a été lancée. Dernièrement, les travaux de construction d'une centrale de production d'électricité par énergie solaire, d'une capacité de 200 mégawatts, ont été lancés à Tindouf pour répondre aux besoins énergétiques du gisement minier de Gara Djebilet ainsi qu'aux futures usines de traitement primaire y afférentes. C'est l'entreprise chinoise CRCC qui est chargée de la réalisation du projet.

M. R.

SAFEX Le 27^e Salon international Batimatec s'ouvre à Alger

La 27e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics, (Batimatec 2025), s'est ouverte, hier au Palais des expositions des Pins Maritimes, à Alger.

Organisée jusqu'à jeudi prochain, par la Société Algeria Exhibitions, filiale du Groupe SAFEX, et Batimatec Expo, sous le patronage du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, cette manifestation économique constitue un rendez-vous majeur pour le secteur des Travaux publics, couvrant l'ensemble des branches du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics. Étendue sur une superficie de 40.000 m², cette édition se distingue par la participation d'un nombre important d'exposants, dont des entreprises nationales, publiques et privées, ainsi que des sociétés étrangères représentant une quinzaine de pays, parmi lesquels la Chine, la Turquie, l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Cette nouvelle édition est également marquée, selon le chargé de communication de Batimatec, Dris Kedidjah, par « une participation remarquable, pour la première fois, de jeunes algériens ayant investi le monde de l'industrie des matériaux de construction, notamment dans les domaines de la peinture et de la céramique ». Il a souligné l'importance de l'événement pour « la promotion du secteur et de l'industrie locale, qui s'impose de plus en plus et qui connaît un développement significatif, tout en constituant une opportunité précieuse pour exposer et, à terme, exporter les produits nationaux ». En plus des espaces d'exposition et des démonstrations professionnelles, le salon offre un cadre de réflexion et de débats grâce à un programme riche de conférences techniques qui intéressent les professionnels et les universitaires, animées par plusieurs comités comprenant notamment des cadres du ministère de l'Habitat. Ces conférences seront axées sur plusieurs thématiques telles que les normes parasismiques, les risques géologiques, la responsabilité sociétale des institutions, l'ingénierie ainsi que les solutions écologiques pour un avenir urbain durable. Par ailleurs, en marge du Salon, se tiendra la 14e édition du concours national des jeunes architectes "La Charrette d'or", placée cette année sous le thème : « Aménagement d'un pôle multimodal à l'entrée Est de la ville d'Annaba ». Ce concours constituera une opportunité importante pour les étudiants et jeunes architectes de mettre en valeur leurs compétences, leur créativité et leur esprit d'innovation. Il se clôturera par la présentation des projets finalistes et la remise des prix par un jury spécialisé.

Sarah O.

SALON INTERNATIONAL "SIEE POLLUTEC"

La 20e édition du 18 au 20 mai courant à Alger

La 20e édition du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau (SIEE Pollutec) sera organisée du 18 au 20 mai à la Safex (Alger), avec le soutien du ministère de l'Hydraulique. En effet, l'événement réunira plus de 150 exposants et 7 500 visiteurs professionnels, dont 60 % issus d'entreprises algériennes, aux côtés de participants internationaux venus d'une douzaine de pays. Outre l'exposition, un riche programme de conférences abordera des sujets clés comme le dessalement d'eau de mer, la réutilisation des eaux usées, l'économie circulaire et les métiers émergents de l'environnement.

L. Z.

PARTENARIAT ENTRE L'ALGÉRIE ET OMAN

Stratégique, privilégié et prometteur !

Le président Abdelmadjid Tebboune, a accueilli, hier, après-midi à l'aéroport international d'Alger, le Sultan d'Oman, pays frère, Sa Majesté Haitham ben Tariq, qui a entamé une visite d'État de deux jours en Algérie.



Le président de la République a réservé au Sultan d'Oman un accueil officiel auquel de hauts responsables de l'État et de membres du gouvernement ont pris part. Au moment où les deux chefs d'État écoutaient les hymnes nationaux des deux pays et passaient en revue des détachements des différentes Forces de l'Armée nationale populaire, une charge de 21 coups de canon a été tirée en l'honneur de l'invité de marque de l'Algérie. Au salon VIP de l'aéroport Houari Boumediène, le Sultan d'Oman, à côté du président Tebboune, a été accueilli et salué par les chefs des missions diplomatiques et des ambassadeurs arabes accrédités à Alger. Par la suite, et dans les mêmes lieux, les deux chefs d'État ont eu des entretiens amicaux en présence de délégations de haut niveau des deux pays.

Il y a lieu d'emblée de souligner que cette visite revêt une importance stratégique capitale qu'elle intervient dans un contexte de chamboulement des relations internationales qui dictent aux États la consolidation des coopérations bilatérales traditionnelles, ainsi que la

recherche et la conclusion de nouvelles alliances dans le but de défendre les intérêts communs. Dans cette direction, le président Tebboune a engagé le premier pas en octobre 2024, lorsqu'il avait effectué une première visite concluante à Mascate, où l'Algérie et le pays incontournable du Golfe persique ont posé les jalons d'une nouvelle dynamique de coopération voulue stratégique, privilégiée et prometteuse. C'est dans ce contexte que s'inscrit la visite d'État de Haitham ben Tariq, où il aura, à Alger, des entretiens soutenus et consistants avec le président Tebboune. Les deux chefs d'État aborderont le renforcement de la coopération bilatérale et échangeront les vues sur diverses questions d'importances régionale et internationale, notamment la cause palestinienne.

Ainsi, selon le communiqué commun signé à Mascate, les deux pays ont souligné leur volonté de « poursuivre le développement de la coopération bilatérale dans divers domaines au mieux des intérêts des deux pays et peuples frères », se félicitant, à cette occasion, des « démarches visant à faire évoluer les relations bilatérales vers de plus larges perspectives ».

UN FONDS SOUVERAIN D'INVESTISSEMENT

Depuis le premier acte posé à Mascate, des orientations été données, de part d'autre, à tous les secteurs pour « intensifier les contacts et l'échange de visites entre les parties concernées dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi des initiatives et programmes communs ». Les deux parties ont également, rappelés-le, souligné « l'importan-

ce de renforcer les opportunités de partenariat dans le secteur privé, de promouvoir les échanges commerciaux et industriels et de tirer parti des marchés des deux pays et de leur position pour encourager les exportations nationales vers les marchés régionaux et mondiaux ».

Chemin faisant, le déplacement du président Tebboune à Oman a été sanctionné par la signature de huit mémorandums d'entente liés à divers domaines. Notamment, la promotion de l'investissement, l'organisation d'expositions, d'événements et de conférences, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'environnement et le développement durable, les services financiers, l'emploi, la formation et l'information. Autre question qui mérite d'être soulignée en gras et qui ferait, vrai-

semblablement, objet de discussions poussées à Alger, l'initiative de création d'un fonds d'investissement conjoint aux deux pays.

Ce fonds permettra la mise en place de partenariats et de projets dans des domaines spécifiques, notamment les énergies renouvelables, la pétrochimie, l'agriculture saharienne, les technologies, le tourisme et d'autres secteurs jugés prometteurs par les deux parties. Ainsi, dans le cadre de la recherche des opportunités d'investissement, le volet lié à l'échange d'expériences et d'expertises a connu du progrès, avec la tenue de plusieurs rencontres entre chefs d'entreprises et hommes d'affaires des deux pays. A ce titre, le Fonds souverain algéro-omanais en cours de préparation devrait donner une « forte impulsion » aux investissements.

CONVERGENCE DES VUES SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Enfin, il conviendrait de rappeler que lors de leurs échanges sur les dossiers régionaux et internationaux d'actualité, l'Algérie et Oman avaient souligné, à Mascate, « l'importance de la coopération et de la coordination dans les organisations et les fora régionaux et internationaux, au service des intérêts des deux pays et du renforcement de l'action arabe commune », mettant un accent particulier sur « le soutien aux efforts visant à privilégier les options pacifiques et à consolider les fondements de la sécurité et de la stabilité dans la région et dans le monde, à travers l'application du droit international et le respect de la légalité internationale et des principes de justice et d'équité ».

Farid Guellil

LA DÉCLARATION D'ALGER ISSUE DU 38^E CONGRÈS DE L'UIPA :

« La question palestinienne demeure centrale »

Comme il fallait s'y attendre, le 38^e Congrès de l'Union interparlementaire arabe qui s'est réuni les 3 et 4 mai à Alger, a adopté la Déclaration d'Alger, comme résolution qui a réaffirmé, avec force, la centralité de la cause palestinienne. Le document a en outre réitéré le plein soutien aux droits du peuple palestinien comme il a appelé la communauté internationale à rompre avec son silence « honteux » et assourdissant qui a permis à l'entité sioniste de poursuivre son génocide en Palestine, sans qu'elle ne soit inquiétée.

Outre la centralité de la question palestinienne, la Déclaration d'Alger a réaffirmé le plein soutien des droits du peuple palestinien frère, notamment son droit à la liberté, à l'autodétermination et à l'établissement d'un État indépendant avec pour capitale El-Qods. Selon la Déclaration d'Alger, reprise par l'APS « il y va de réaffirmer l'ampleur de la responsabilité qui incombe aux parlementaires en tant que représentants des peuples arabes, de leurs aspirations et de leurs espoirs », qui ont exprimé leur détermination à « dynamiser la diplomatie parlementaire pour jouer un rôle positif et efficace dans la diplomatie officielle de nos pays en vue de concrétiser les aspirations de nos peuples, contribuer à la préservation de nos intérêts communs et faire face aux défis et menaces qui ciblent

nombre de nos Etats arabes dont la Palestine et son peuple résilient ». Le document a également salué les positions des Etats et organisations arabes « qui rejettent fermement » les plans de déplacement des Palestiniens de leurs terres comme plan de l'entité sioniste au mépris de la réalité et du droit international, « inhibent le principe de reddition de compte et transforment l'impunité en un outil systématique pour consolider et perpétuer les conséquences des crimes ». En outre, le texte issu du 38^e congrès de l'UIPA, a averti contre la gravité des provocations sionistes « qui visent le statut juridique et historique d'El-Qods et de ses Lieux saints », appelant à « une action internationale urgente pour faire face à ces violations et œuvrer à la protection des Lieux saints dans les territoires palestiniens, conformément aux résolutions de la légalité internationale ». Également, la déclaration a condamné l'interdiction, par l'entité sioniste, de l'UNRWA dans les territoires palestiniens, ainsi que la suspension délibérée des aides humanitaires et de secours.

SILENCE « HONTEUX » SUR LE GÉNOCIDE

Par ailleurs, la communauté internationale, ainsi que toutes les organisations et unions parlementaires régionales et internationales ont été appelées, à partir

d'Alger, à rompre avec le silence « honteux » qui a assuré à l'entité sioniste « un environnement propice pour continuer à commettre ses crimes, sans dissuasion ni reddition de comptes », appelant à « ne pas se contenter de simples déclarations de condamnation, qui représentent désormais le maximum de ce que la communauté internationale ose faire face à un crime qui se déroule au vu et au su du monde entier », note la déclaration. Comme il a été appelé à « une action rapide et efficace » pour arrêter l'exode forcé à Ghaza » et à « unifier les efforts pour faire résonner la voix du peuple palestinien et couper court à sa tragédie en imposant un cessez-le-feu immédiat et total avec une solution juste et globale à la cause palestinienne ».

Dans le même contexte, l'acte d'Alger a souligné « la pleine solidarité » avec le Liban dans son attachement à tous ses droits nationaux et sa souveraineté sur l'ensemble de ses territoires, ainsi que son droit à recourir à tous les moyens pour le retrait de l'entité sioniste de l'ensemble des territoires libanais, conformément aux chartes, à la légalité internationale et aux résolutions de l'ONU, notamment la résolution 1701.

La déclaration a en outre insisté sur l'attachement à l'initiative de paix arabe de 2002, ainsi qu'à une paix « juste et globale en tant que choix stratégique », afin

de mettre un terme à l'occupation sioniste de tous les territoires arabes, en Palestine, en Syrie et au Liban, et de résoudre le conflit arabo-sioniste, sur la base du principe « terre contre paix », et conformément au droit international et aux résolutions de la légalité internationale pertinentes.

RÉFORME DE L'ONU

Par ailleurs, il a été réaffirmé la nécessité de déployer des efforts pour participer, à travers une diplomatie parlementaire « efficace », aux démarches de réforme du système de l'ONU, et à « défendre ses valeurs et principes tant en paroles qu'en actes », soutenant que ces actions auront des répercussions positives, notamment une représentation plus juste et plus équitable en faveur de toutes les résolutions au sein du Conseil de sécurité, en particulier concernant les questions arabes communes, dont la question palestinienne.

La Déclaration d'Alger a exprimé le « rejet catégorique » de toutes formes d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures des pays arabes « sous n'importe quel prétexte, notamment la politisation du dossier des droits de l'Homme exploité par l'occident pour justifier ses ingérences dans les pays arabes ».

Synthèse F. G.

SAÏHI RÉITÈRE L'ENGAGEMENT DE L'ÉTAT POUR LEUR PRISE EN CHARGE

« Les cancéreux, priorité nationale »

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a rencontré, en marge des Assises nationales de prévention et de lutte contre le cancer, le président du Comité national de l'Initiative présidentielle de la santé de la femme en République arabe d'Égypte et membre du Conseil scientifique du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), Hesham Ahmed Gaballah El-Ghazaly, avec lequel il a évoqué les expériences des deux pays en matière de lutte contre le cancer.



PH : DR

Selon un communiqué du ministère de la Santé, la rencontre a été l'occasion pour « Saihi de réaffirmer l'engagement ferme de l'État à améliorer la prise en charge des cancéreux, en pla-

çant le malade au cœur du système de santé et en le considérant comme une priorité nationale, à travers l'élaboration d'une stratégie globale reposant sur la mobilisation de toutes les ressources matérielles et humaines nécessaires et la recherche des moyens à même d'améliorer la prise en charge des

malades ». Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence du président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, Adda Bounedjar, Saihi a souligné « l'importance de l'aspect préventif en tant que facteur clé pour juguler cette maladie, et ce, à travers la coordination entre

les différents secteurs ministériels afin de limiter les facteurs de risque liés à cette pathologie, tels que l'utilisation des colorants alimentaires et des conservateurs, ajoute la même source. Hesham El Ghazaly a, quant à lui, exposé « l'expérience égyptienne en matière de lutte contre le cancer et les résultats positifs obtenus sur le terrain », évoquant « la possibilité de réduire le fardeau du cancer grâce à la prévention et au dépistage précoce, outre la garantie d'une prise en charge adéquate » du malade. Il a, par ailleurs, fait savoir que « les chances de guérison de plusieurs types de cancer sont plus élevées lorsqu'ils sont détectés à un stade précoce et pris en charge de manière appropriée », ajoutant que « la politique adoptée par son pays privilégie la fabrication locale des anticancéreux et attache une importance majeure à la formation des staffs médicaux aux méthodes modernes de diagnostic et de traitement des tumeurs », conclut le communiqué.

Ania N.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE 2024 - 2025

« Tous les moyens assurés »

Dans le cadre de la campagne moisson-battage 2024-2025, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a indiqué que, tous les moyens nécessaires à la moisson, à la collecte, au transport et au stockage des récoltes céréalières avaient été assurés, outre la prise des mesures indispensables au transfert du matériel agricole vers les zones à forte production. Selon la même source, « ces mesures ont été prises, lors d'une réunion de travail, présidée par le ministre du secteur, Youcef Cherfa, ayant regroupé les directeurs des services agricoles des wilayas du Sud, et consacrée à l'évaluation des préparatifs en cours de la campagne lancée, fin avril, avec la moisson des récoltes d'orge au niveau de certaines régions, pour se poursuivre en ce début du mois avec la moisson du blé tendre et dur dans certaines régions ».

En effet, cette rencontre a connu la participation des directeurs des services agricoles de 11 wilayas du Sud, la directrice générale de l'Office de développement des cultures industrielles en terres sahariennes (ODAS), le président-directeur général (PDG) du Groupe ONAB, ainsi que de cadres du ministère et de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI), a ajouté le document.

À cette occasion, la réunion a permis de « s'assurer de la garantie des moyens nécessaires à la moisson, à la collecte, au transport et au stockage des récoltes, ainsi que de la prise des mesures indispensables à l'accélération de l'opération de transfert du matériel agricole nécessaire (moissonneuses-batteuses, camions et autres engins) pour répondre à la demande, notamment au niveau des régions à forte production, à l'instar d'Adrar, Timimoun, Ouargla et El-Meniâa », a noté la source. À ce titre, le ministre a mis l'accent sur « l'importance d'une bonne préparation de cette campagne pour assurer sa réussite et réaliser les objectifs fixés », a conclu le communiqué.

L. Zeggane

L'ALGÉRIENNE DES EAUX

« Plus de 2 milliards de m3 d'eau potable produits et distribués en 2024 »

L'Algérienne des eaux a produit et distribué plus de 2,13 milliards de mètres cubes (m3) d'eau potable au cours de l'année 2024, selon le bilan annuel de cette entreprise publique.

Ce bilan a été présenté lors d'un point de presse, animé au Cercle national de l'Armée (CNA) à Alger, sous le thème: « Défis et perspectives de l'ADE, un pari réussi », en présence du ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal et du ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred. Selon le document, « la production quotidienne d'eau potable a atteint en moyenne 5,85 millions de m3 à travers toutes les wilayas du pays, à l'exception d'Alger, Tipasa, Oran et Constantine (la gestion de l'eau étant assurée par d'autres entreprises), dont 52 % provient des eaux souterraines, 33 % des eaux de surface et 15 % de l'eau de mer dessalée ». Précisant que « cette production « importante » a été réalisée grâce à 108 sta-

tions de traitement, 2.077 stations de pompage et 8.620 réservoirs ». D'après le bilan, « le taux de bénéficiaires d'une distribution régulière et continue ou quotidienne d'eau a atteint 32% de l'ensemble des clients de l'entreprise », révélant que « l'ADE a réalisé, l'année dernière, 300 millions de tests de chlore, 311.000 analyses bactériologiques et 340.000 analyses physico-chimiques, ce qui a permis d'éviter toute maladie transmissible par l'eau, comme c'est le cas depuis 2009 ». Dans le cadre de l'amélioration du service, l'entreprise a lancé, l'année précédente, des projets de réhabilitation des réseaux dans 12 villes, concernant la rénovation de 592 km de canalisations, la réhabilitation de plus de 52.574 branchements individuels, de 10 réservoirs, de 10 forages et de six stations de pompage, ce qui a permis de récupérer 38.600 m3 par jour et d'améliorer l'approvisionnement de plus de 520.212 personnes ». L'ADE a également mené,

au cours de l'année dernière, « 23 campagnes sur le terrain ayant abouti à la réparation de 284.000 fuites et à la détection de milliers de branchements illégaux ». Cette dernière a également augmenté le taux de recouvrement des créances à 37,73 milliards DA, soit une hausse de 2,3 milliards de DA par rapport à 2023. À noter que le chiffre d'affaires de l'entreprise, qui assure les services d'eau potable à plus de 31 millions de personnes dans 1.041 communes et emploie plus de 36.000 travailleurs, toutes spécialités confondues, a atteint plus de 23,5 milliards DA l'année passée, soit une hausse de 871 millions DA par rapport à 2023. Concernant la consommation d'énergie par l'ADE en 2024, le bilan annuel fait ressortir 2,6 milliards de kilowatts consommés, d'un coût avoisinant les 7,99 milliards DA, soit une moyenne de 3,75 DA par mètre cube d'eau, a conclu le bilan de l'ADE.

L. Z.

AADL 3

Le 20 mai, date limite pour activer les comptes et déposer les dossiers

L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) a annoncé, hier, que le 20 mai 2025 constituait la date butoir pour finaliser la procédure de validation des comptes et de dépôt des dossiers pour les souscripteurs inscrits au programme AADL 3. Dans un communiqué officiel, l'AADL rappelle à l'ensemble des bénéficiaires du programme qu'il est impératif de se connecter à la plateforme numérique officielle (www.aadl.dz) afin de compléter les démarches requises dans les délais impartis. « L'agence informe les souscripteurs au programme AADL 3 que la date du 20 mai 2025 a été fixée comme échéance finale pour l'activation des comptes et le téléchargement des pièces justificatives », précise le texte publié par l'institution. L'AADL souligne également qu'un rappel avait déjà été diffusé le 15 avril dernier, exhortant les retardataires à se rendre sur le site pour régulariser leur situation.

Malgré cela, de nombreux souscripteurs n'ont toujours pas procédé à la validation complète de leur dossier, ce qui pourrait compromettre leur participation au programme. Dans son message, l'agence met en garde contre les conséquences d'un dépassement de ce délai et appelle instamment les concernés à

ne pas attendre la dernière minute pour se conformer à la procédure. « Les souscripteurs retardataires sont appelés à finaliser l'opération dans les plus brefs délais, avant l'expiration du temps restant », conclut le communiqué. Le programme AADL 3, destiné à la réalisation de logements en location-vente, s'inscrit

dans la continuité des efforts de l'État algérien pour résorber la crise du logement. Son succès dépend notamment de la rigueur administrative et de la collaboration des bénéficiaires pour que les opérations se déroulent dans les meilleures conditions.

M. Seghilani

AADL

La gestion des services d'eau confiée à l'ADE

La gestion des services d'eau dans les quartiers de logements en vente-location relevant de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) va progressivement être confiée à l'Algérienne des Eaux (ADE). Ce transfert se fera de manière planifiée, après une évaluation technique complète des infrastructures concernées. Un protocole d'accord a alors été officiellement signé entre les deux institutions, en présence du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, et du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred. Cette initiative vise à harmoniser la gestion des ressources hydrauliques et à améliorer la qualité

de service public dans les quartiers AADL. Dans ce cadre, le directeur central des clients et de la communication de l'ADE ; Salah Eddine Chriet, a indiqué qu'« un audit technique sera mené par des équipes mixtes de l'ADE et de l'AADL (via sa filiale Gest-Immo) pour examiner les structures hydrauliques actuellement gérées par l'agence ». L'objectif est de garantir une transition maîtrisée, en s'assurant de l'état et de la conformité des installations. L'évaluation portera sur l'ensemble des composantes essentielles : réseaux de distribution, réservoirs d'eau et stations de pompage. Le processus a débuté dans la nouvelle ville de Bouinan, dans la wilaya de Blida, et

s'étendra progressivement aux autres quartiers AADL répartis sur le territoire national. Cependant, certaines wilayas sont exclues de ce transfert. Il s'agit notamment d'Alger, Tipaza, Oran et Constantine, où la gestion des services d'eau et d'assainissement est assurée par d'autres opérateurs spécialisés. Une fois l'audit finalisé dans chaque wilaya, un accord de transfert de gestion sera alors signé entre l'AADL et les unités locales de l'ADE. Ce mécanisme vise à assurer une continuité de service sans rupture pour les résidents, tout en renforçant les capacités opérationnelles de l'ADE.

Sarah O.

CONTRIBUTION

Clairons des marchands du chaos

Quelle obscure machination peut bien expliquer la campagne de dénigrement, orchestrée avant même que le Dr Mohamed Meziane, ministre de la Communication, n'ait prononcé le mot de clôture du cycle de rencontres régionales sur l'état de la presse nationale et ses perspectives ? Pourtant, le ministre venait d'offrir une tribune, fait inédit depuis plus de deux décennies, aux professionnels de l'information et de la communication, leur permettant d'opérer une véritable radioscopie sur l'état des lieux des médias algériens à l'aune des exigences de la guerre de 5e génération.

Par **Belhouari Bouziane** *

En écartant quelques voix discordantes, connues pour leur amertume d'avoir été recalées de cette profession impitoyable, ainsi que certaines plumes sceptiques qui, sur les réseaux sociaux, doutent perpétuellement de l'avenir du secteur malgré les efforts consentis, il reste quelques voix qui s'élèvent avec véhémence pour se faire entendre. Ces voix, émanant de YouTube et diffusées depuis l'Hexagone, se sont jointes à une campagne médiatique violente et ouvertement anti-Algérienne, alimentée par les nostalgiques de l'époque où le Algérie était un « territoire d'outre-mer ». « Dans le journalisme, l'honnête homme est celui qui se fait payer pour l'opinion qu'il a ; le malhonnête, celui qu'on paie pour avoir l'opinion qu'il n'a pas ». Ces mots des frères Edmond et Jules de Goncourt, épris de littérature et de journalisme, résonnent avec une pertinence particulière aujourd'hui. Leur prestigieux prix fut récemment entaché, mêlé à la politique à travers une « attaque éditoriale » savamment orchestrée en France contre l'Algérie. Ces propos s'appliquent parfaitement à ce « quarteron » de YouTubeurs, installés en France, qui distillent leur haine malade contre tout ce que représente leur pays. Parmi eux, l'un se prend à tort pour un professionnel, invoquant dans ses vidéos un concept qu'il ne maîtrise visible-



ment pas : l'objectivité. Il est notoire que ce YouTubeur ne fait que défendre une opinion qui n'est pas la sienne, dictée par des intérêts étrangers, particulièrement le Makhzen, qui finance son séjour prolongé dans la capitale française. Cet ancien collaborateur de la chaîne de télévision israélienne I24 news s'est récemment illustré par sa défense des actions menées par le « MAK » en France, se faisant l'avocat des activistes de cette organisation terroriste. Ce nouveau « Guendriche » des temps modernes, ce « bleu de chauffe » du cyberspace, qui s'est distingué par une diatribe diffamatoire contre l'universitaire, diplomate et ministre de la Communication, le Dr Mohamed Meziane, ignore que la traduction numérique n'est pas toujours fiable. Il a confondu le terme « réalité » avec « événement » dans une critique biaisée de l'allocution du ministre lors de la quatrième et dernière rencontre régionale des professionnels de l'information et de la communication à Alger. Dans son discours, le ministre s'était appuyé sur une formule, largement connue, à savoir « L'information est sacrée et le commentaire est libre ». Il s'est permis d'édulcorer « الواقعة مقدسة والرأي حر ».

Cette formule est familière surtout chez les journalistes arabophones. Croyant avoir pris ce responsable à défaut et dans un excès de précipitation. Ainsi, il a révélé au grand public toute son indigence en la matière, prouvant de la sorte aussi bien sa vanité que sa vacuité. L'ancien soutien d'un oligarque actuellement

incarcéré, qui a activement participé, à El Amel TV, à la promotion de l'idée d'un cinquième mandat présidentiel pour un candidat grabataire, s'est reconverti en donneur de leçons en matière d'éthique et de déontologie journalistique.

Ce champion autoproclamé de la liberté d'expression, qui se présente comme un investigateur depuis sa chambre à Paris, agit en « daltonien politique ». Pour lui, tout ce qui a été accompli en Algérie et tout ce qui est en cours de réalisation ne mérite pas d'être considéré. Dans ses pseudo-investigations, il cherche des défauts là où il n'y en a pas, passant sous silence la radioscopie du secteur de la presse initiée par le ministre et les recommandations des professionnels pour remédier à la situation actuelle lors des quatre rencontres régionales. Bien que « le meilleur remède aux injures soit de les mépriser », comme le disait l'écrivain espagnol Mateo Alemán, contemporain de Cervantes, fondateur du roman moderne, il est nécessaire d'éclairer les lecteurs sur les objectifs de ces « bêcheurs » du web. Avant même la publication des recommandations des rencontres régionales sur la presse, ils ont déclenché une attaque groupée contre le projet. Visiblement, ces « crâneurs », qui ne font que surenchérir sur des concepts nobles de la profession, ont été dérangés par l'initiative d'un « Front médiatique uni » pour faire face à la guerre d'information imposée à l'Algérie par les mêmes officines qu'ils servent. Cette levée de boucliers explique l'anticipation de ses auteurs, mandatés pour

remettre en cause cette volonté affichée par les pouvoirs publics de doter le secteur de la Communication d'une stratégie capable de remettre nos médias sur les rails et de contrer les flux d'informations malveillants, les fake news, et les rumeurs. C'est l'exemple même des propos attribués au ministre et qu'il n'a jamais tenus, affirmant qu'il aurait envoyé ses enfants en France faire des études pour leur apprendre à combattre ce pays « à l'aide de la science et de la technologie ». Cette insertion mensongère sur Facebook a été relayée de manière à révéler les intentions de ses auteurs. Malgré le démenti formel du journal « El Hayat », faussement accusé d'en être à l'origine, cette fausse information continue d'alimenter les discussions sur certaines pages des réseaux sociaux, davantage préoccupées par la propagation de la calomnie, des rumeurs et des fausses nouvelles que par le souci de rétablir la vérité. Un autre animateur de rendez-vous réguliers sur YouTube, connu pour son attitude inepte et son penchant à vociférer pour imposer ses opinions, est venu égayer la galerie. Confondant trivialité avec courage – actionné à partir d'Alger par son acolyte qui a sévi dans le secteur pour un certain temps avant d'être congédié – il a insulté un ministre et raillé sa manière de discourir. Ce « patriote » de la dernière heure, prompt à défendre l'opinion du plus offrant, pousse l'outrecuidance jusqu'à manquer de respect envers autrui, car il est depuis longtemps étranger à toute éthique ou déontologie profes-

sionnelle. Pour démontrer un talent qu'il ne possède pas, ce pitre du Net transforme ses apparitions sur YouTube en spectacles grotesques. Incapable de maîtriser les techniques du show, il se lance dans des diatribes où l'insulte, l'injure et la calomnie remplacent toute analyse argumentée. En voulant jeter le doute sur la viabilité des rencontres régionales initiées par le ministre de la Communication, cette levée de boucliers, qui ressemble à une campagne de dénigrement, valide paradoxalement ce projet. Elle souligne l'urgence de mettre en place des instances de régulation de la presse écrite, électronique et audiovisuelle, ainsi que l'installation rapide d'un Conseil de déontologie afin de permettre aux pairs de mettre de l'ordre dans ce capharnaüm. Rien ne semble pouvoir freiner cette frénésie sur le Net, visant à plonger le pays dans le désordre à coups d'infox, de rumeurs et de propagande. Seul un front médiatique national uni pourra contrer ces clairons de désinformation et semeurs de la désolation et du chaos.

B.B.

(* *Universitaire, spécialiste de la communication institutionnelle*)

POUR TENTATIVE DE PILLAGE DU SITE ARCHÉOLOGIQUE DE "PORTUS MAGNUS" À ORAN Deux individus écopent de dix ans de prison ferme

Le tribunal criminel d'Arzew a condamné, en première instance, le 28 avril dernier deux individus à dix ans de prison ferme pour fouilles non autorisées dans un site protégé et pillage de patrimoine archéologique. Ces derniers, le responsable de la zaouia de Sidi Benaïssa et son adjoint dont le siège est mitoyen au mur des remparts du site protégé de Portus Magnus à Bethioua ont été surpris en train de faire des fouilles dans le site connu pour être protégé pour éviter les pillages de pièces archéologiques. Ils sont également poursuivis pour charlatanisme et sorcellerie. Le site punique de Portus Magnus a été classé une première fois en l'an 1900 à l'occasion de l'ouverture du musée d'Oran. Certains historiens affirment que la décision de doter la ville d'Oran d'un musée était dictée par la découverte d'objets archéologiques dans le site punique. Ces objets ont été d'ailleurs classés patrimoine archéologique de la ville d'Oran et déposés au musée qui venait d'ouvrir ses portes. Par la suite, il fut classé une seconde fois en 1967 puis une troisième fois en 1991. Il est classé monument historique par la loi 04/98 du 17 juillet 1998. Ayant plus de trente hectares de superficie, Portus Magnus est considéré comme l'un des plus grands sites de l'époque de la Maurétanie césarienne. Portus Magnus qui avait servi également de comptoir d'échanges avec les romains et les Phéniciens est citée à travers les siècles par plusieurs sources antiques (Pline, Pomponius Méla, Ptolémée, Strabon, l'itinéraire d'Antonin, Julius Honorius, et le géographe de Ravenne). Ses vestiges de la ville antique sont localisés à deux kilomètres en retrait de l'actuelle ligne de côte à Bethioua (ex-Saint Leu) à une trentaine de kilomètres à l'Est du chef -lieu de la wilaya d'Oran.

Slimane B.

ATTEINTES À L'UNITÉ NATIONALE

Le FFS appelle à « faire bloc » contre les manœuvres

Le Front des forces socialistes a qualifié de « graves dérives » les déclarations de l'universitaire Mohamed Belghit, diffusées sur la chaîne « Sky news arabiya », dans lesquelles il a déclaré à propos de la composante amazighe de l'identité nationale d'« invention des services de renseignement français » ou d'un « mouvement franco-sioniste ». Dans ce cadre, le premier secrétaire du FFS Youcef Aouchiche a appelé depuis Ouargla, une réaction immédiate et ferme des autorités pour sanctionner les auteurs et les instigateurs, sans aucune complaisance, conformément aux lois de la République. Il a indiqué que le FFS suit avec « une grande inquiétude l'escalade

récente des discours de haine et de division entre les enfants d'un même peuple, laquelle coïncide de manière troublante avec les pressions et provocations que subit l'Algérie dans son environnement régional et dans un contexte international tendu ». Aouchiche a dénoncé des « propos venimeux émanant de pseudo-intellectuels et pseudo-académiciens », qui « remettent sournoisement en cause les constantes nationales et les éléments constitutifs de l'identité algérienne », affirmant qu'ils visent à « saper la cohésion de la société algérienne et menacent la stabilité, la sécurité et l'unité du pays. » Pour le FFS, ces agissements ne sauraient en aucun cas être

considérés comme relevant de la liberté d'expression, mais constituent plutôt « une véritable infraction, une haute trahison, particulièrement dans le contexte régional et international actuel, jugé extrêmement sensible et dangereux ». Selon le parti, « il n'y a aucune différence entre ceux qui portent atteinte à l'unité territoriale et à la souveraineté du pays, et ceux qui remettent en question son identité et ses fondements. Ils représentent les deux faces d'un même projet de destruction visant la nation algérienne », a-t-il dénoncé. Il a appelé à faire bloc contre ces manœuvres malveillantes et à faire preuve de la plus grande vigilance pour ne pas tomber dans leurs pièges. Selon lui,

« les autorités sont appelées à adopter une approche permettant à l'Algérie de se réconcilier avec elle-même et avec son identité, tout en corrigeant les contre-vérités et les stéréotypes propagés par des semeurs de discorde, au service d'agendas conflictuels de plus en plus agressifs ». Dans ce contexte, Aouchiche a souligné que « la diversité culturelle, humaine et naturelle de l'Algérie est une source de force et de renouveau national, exprimant sa confiance dans la capacité du peuple algérien à valoriser cette richesse pour hisser le pays à sa juste place dans son environnement régional et continental. »

Sarah O.

GHAZA

Au moins 57 Palestiniens, à majorité des enfants, meurent de faim

Alors que la guerre israélienne contre la bande de Ghaza entre dans son dix huitième mois, les conséquences humanitaires du blocus et des bombardements se révèlent chaque jour plus catastrophiques.



Selon les derniers chiffres communiqués par le ministère de la Santé à Ghaza, le nombre total de victimes depuis le 7 octobre 2023 s'élève désormais à 52 535 morts et 118 491 blessés. Mais un drame plus silencieux est en train de se produire : la famine. Le gouvernement local de Ghaza a confirmé la mort de 57 personnes, principalement des enfants, des personnes âgées et des malades, en raison de la faim. Le chiffre est en constante augmentation. Le siège imposé par Israël depuis 63 jours a empêché toute entrée de nourriture, d'eau potable, de médicaments et surtout de lait infantile et de compléments nutritionnels. Plus de 70 000 enfants ont été hospitalisés en raison de malnutrition aiguë, selon le bureau médiatique du gouvernement. Parmi eux, 3 500 sont dans un état critique et risquent la mort dans les prochaines semaines si aucune aide humanitaire n'est acheminée. Au total, 290 000 enfants sont considérés comme gravement menacés, tandis que 1,1 million d'enfants à Ghaza souffrent quotidiennement d'un déficit alimentaire dangereux. Dans les hôpitaux, la situation est alarmante. Le ministère de la Santé a indiqué que les réserves de carbu-

rant pour faire fonctionner les générateurs électriques vitaux dans les hôpitaux sont presque épuisées, ne suffisant plus que pour trois jours. Les forces israéliennes empêchent l'accès aux dépôts de carburant, invoquant la présence de ces sites dans des "zones rouges", c'est-à-dire à haut risque. Parmi les récits les plus poignants figure celui de Oum Mohammed al-Nams, une femme déplacée qui errait dans les camps de tentes de Khan Younés à la recherche d'un simple morceau de pain ou d'une boîte de conserve. « Mes enfants n'ont pas goûté au pain depuis deux semaines. Je saute mes repas pour les nourrir », confie-t-elle, les larmes aux yeux. Cette mère de cinq enfants, dont le mari est alité après avoir été blessé par un éclat d'obus, n'a plus rien. Elle marche chaque jour un kilomètre pour tenter d'obtenir une ration de lentilles ou de pâtes dans l'une des rares cantines encore actives. À ses côtés, Abou Ayman, 57 ans, fouille les étals désertés pour remplacer la farine hors de prix (60 shekels le kilo, soit environ 17 dollars) par un mélange de lentilles et de haricots broyés afin de préparer un semblant de pain. « Nous n'avons qu'un repas par jour, et c'est souvent une soupe d'eau chaude. » Le nom de Janan al-

Sakafi, petite fille morte de faim la veille, vient allonger une liste sinistre : 57 enfants ont officiellement été déclarés morts de malnutrition. Un chiffre largement sous-estimé, selon les humanitaires sur place, en raison de l'impossibilité d'accès aux zones les plus durement touchées. Les médecins du territoire tirent la sonnette d'alarme. Le docteur Mohammad Abou Afch, directeur du département de médecine d'urgence à Ghaza-Nord, alerte sur un autre phénomène dramatique : une augmentation inédite des cas de malformation chez les fœtus. «

Plus de 25 % des femmes enceintes présentent des signes de complications graves, probablement liées à l'exposition aux armes prohibées et aux gaz toxiques utilisés par l'armée israélienne. » Il affirme que 150 000 femmes enceintes sont directement menacées, faute d'analyses et de suivi médical. Le blocus impose un étranglement méthodique de la population. Les hôpitaux, déjà surchargés par les blessés de guerre, sont à bout de souffle. Le centre hospitalier koweïtien de Rafah a annoncé que ses stocks de médicaments essentiels sont épuisés à plus de 75 %. « La majorité de nos services médicaux cesseront dans moins d'une semaine sans intervention immédiate », a prévenu l'établissement. Le Programme alimentaire mondial a également annoncé que ses stocks de nourriture à Ghaza sont désormais "entièrement épuisés". Ses convois humanitaires restent bloqués à l'extérieur des points de passage fermés par Israël. Face à cette tragédie, le silence de la communauté internationale est assourdissant. Le mouvement de résistance Hamas a lancé un nouvel appel aux gouvernements arabes et musulmans pour qu'ils assument leurs responsabilités. « Ils détiennent des moyens de pression puissants, mais ils n'agissent pas », accu-

se un communiqué publié ce dimanche.

40 MARTYRS EN 24 HEURES

Du côté de l'ONU, l'ambassadeur palestinien Ryad Mansour a annoncé la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité jeudi prochain pour discuter de la crise. « Il est inadmissible que le Conseil de sécurité reste muet face à une famine imposée sciemment par une puissance occupante », a-t-il déclaré. Deux réunions préparatoires sont également prévues ce mois-ci à New York et en Espagne, dans le cadre d'une conférence internationale sur la solution à deux États. Pendant que la population meurt de faim, les bombardements ne cessent. Rien que dans les dernières 24 heures, 40 Palestiniens ont été martyrisés et 125 blessés. Sept d'entre eux ont été retrouvés sous les décombres. Des raids israéliens ont touché plusieurs zones du centre et du sud de Ghaza, dont les camps de réfugiés de Nuseirat et les abris de fortune dans la région de Mawasi, tuant principalement des femmes et des enfants. Depuis la reprise des opérations militaires le 18 mars, en violation de la trêve conclue quelques semaines plus tôt, 2 436 morts et 6 450 blessés supplémentaires ont été enregistrés. **M. Seghilani**

STRATÉGIE DE L'ENTITÉ SIONISTE Anéantir toute vie à Ghaza

La stratégie sioniste semble claire : anéantir toute forme de vie à Ghaza par la terreur des bombes et la lente Lagonie de la faim. Les habitants comparent leur situation à celle de l'année précédente, quand certains quartiers de Ghaza furent contraints de consommer de la nourriture pour animaux afin de survivre. « Si ce n'est pas un génocide, qu'est-ce que c'est ? » interroge un responsable médical local. Malgré les appels répétés des ONG, des agences onusiennes et même de certains gouvernements, Israël maintient hermétiquement fermés les points de passage de Kerem Shalom, Rafah, et Erez. Le refus d'acheminer de l'aide humanitaire est désormais considéré comme une arme de guerre à part entière. L'ensemble des acteurs humanitaires présents dans la région tire la sonnette d'alarme : une famine généralisée est désormais inévitable si rien ne change. Le Croissant-Rouge, l'UNICEF, le PAM et Médecins sans frontières réclament l'ouverture immédiate des points d'accès humanitaires et la mise en place d'un couloir sécurisé pour les convois médicaux. Le bureau médiatique du gouvernement palestinien a, pour sa part, qualifié la situation de « crime d'extermination lente », appelant à des sanctions internationales contre Israël et à la convocation urgente d'un tribunal spécial pour juger les crimes de guerre en cours à Ghaza.

M.S.

L'OCCUPATION SIONISTE ÉTEND LE NETTOYAGE ÉTHNIQUE Toulkarem, Ghaza bis

Alors que le monde reste focalisé sur la guerre menée par l'occupant sioniste contre Ghaza, une autre réalité tout aussi alarmante se déploie loin des caméras : la Cisjordanie occupée, et plus particulièrement la ville de Toulkarem et ses camps, subit un siège quotidien qui rappelle en tous points les tactiques brutales utilisées à Ghaza. Depuis 98 jours consécutifs, les forces de l'occupant sioniste poursuivent leur offensive contre Toulkarem et son camp de réfugiés, tandis que le camp voisin de Nour Shams est, lui, pilonné sans relâche depuis 85 jours. Cette campagne militaire, à peine voilée sous le prétexte de sécurité, est marquée par des opérations de grande envergure, des incursions nocturnes, des rafles systématiques, des destructions massives de maisons, et des déplacements forcés de population. Autrement dit, un copier-coller des méthodes de guerre mises en œuvre dans l'enclave côtière de Ghaza. Tôt dans la matinée de samedi, les forces de l'occupant sioniste ont fait irruption dans le quartier de Chouayka, au nord de Toulkarem. Des dizaines de soldats ont investi les rues, pris d'assaut plusieurs maisons, et arrêté quatre Palestiniens, dont deux anciens prisonniers : Ihab Charafa, Mahmoud Klaybi, Ghassan Mahdawi et Ahmed Riad Frij. Ces arrestations ont eu lieu malgré l'existence d'un accord de cessez-le-feu récemment annoncé, preuve supplémentaire de l'absence de volonté de désescalade de l'occupant. Le siège s'est intensifié avec l'arrivée de renforts militaires, composés d'unités mécanisées et de troupes au sol. Des tirs à balles réelles, des grenades assourdissantes et des perquisitions violentes sont désormais monnaie courante. Les soldats investissent maisons, commerces et lieux de vie, n'hésitant pas à vandaliser les

biens, à interroger les habitants sous la menace et à effectuer des arrestations arbitraires. À Toulkarem, la vie est devenue un cauchemar quotidien. Les principaux axes de circulation sont occupés en permanence par les blindés de l'occupant sioniste. Les carrefours les plus fréquentés, comme la place Jamal Abdel Nasser ou le rond-point Thabet Thabet, sont désormais des zones de contrôle militaire où la population est continuellement harcelée. Les camps de Toulkarem et de Nour Shams, et leurs abords immédiats, sont particulièrement visés. Des bombardements sporadiques, des explosions et un couvre-feu de fait rendent tout déplacement périlleux. Les deux camps sont encerclés par des remblais de terre, empêchant toute sortie ou entrée, un siège total dans la plus pure tradition des blocus imposés à Ghaza. La politique de l'occupant sioniste dans ces camps semble suivre un objectif clair : vider, raser, et remplacer.

UNE CENTAINE DE MAISONS RASÉES

Jeudi dernier, l'armée d'occupation a officiellement notifié la destruction de 106 maisons et immeubles : 58 dans le camp de Toulkarem et 48 à Nour Shams. Ces menaces de démolition viennent s'ajouter à une réalité déjà dramatique : plus de 4200 familles ont été forcées de fuir, soit plus de 25 000 personnes déplacées. Le bilan matériel est accablant : 396 maisons totalement détruites et 2573 endommagées partiellement. Le nord de la ville, notamment la rue de Naplouse, est en train d'être militarisé. Plusieurs bâtiments résidentiels ont été réquisitionnés de force et transformés en bases militaires, après évacuation violente de leurs habitants. En moins de trois mois, l'agression sioniste à Toulkarem a déjà fait 13 morts, dont un enfant et deux

femmes — l'une d'entre elles enceinte de huit mois. Des dizaines d'autres personnes ont été blessées, arrêtées, voire portées disparues. Quant aux infrastructures civiles, elles sont en ruines : routes défoncées, commerces pillés ou brûlés, véhicules incendiés ou confisqués, réseaux d'eau et d'électricité détruits. Ce qui se passe à Toulkarem n'est pas un cas isolé. En Cisjordanie occupée, l'armée de l'occupant sioniste mène une campagne généralisée d'arrestations et de répression. Rien qu'au mois d'avril, 290 Palestiniens ont été arrêtés, selon les chiffres rapportés par la chaîne de l'occupant Channel 12. Les soldats ont également saisi 60 armes et des centaines de milliers de shekels sous prétexte de « financement du terrorisme ». Les chiffres cumulés sont encore plus effrayants : depuis octobre 2023, 16 400 arrestations ont été recensées, dont 510 femmes et 1300 enfants. En mars seulement, près de 800 Palestiniens ont été arrêtés. Pour les défenseurs des droits humains, il s'agit d'une stratégie de répression collective visant à écraser tout tissu social ou politique organisé en Cisjordanie occupée. Selon le Bureau d'information des prisonniers, les conditions de détention se sont gravement détériorées, au point d'évoquer une politique d'« assassinat lent » ciblant les figures emblématiques de la résistance palestinienne. Dans la nuit de samedi à dimanche, des raids ont eu lieu dans plusieurs localités : à Hébron (où deux enfants de 16 ans ont été arrêtés), à Bethléem (où le camp d'al-Azza a été attaqué), à Ramallah (où un père et son fils ont été kidnappés), à Naplouse, à Ariha et de nouveau à Toulkarem. Chaque incursion suit le même schéma : soldats en armes, perquisitions brutales, arrestations arbitraires, sacages de maisons. Le harcèlement des

familles de prisonniers et la répression des anciens détenus sont devenus une tactique systématique. Depuis le 7 octobre 2023, la Cisjordanie occupée connaît une escalade sans précédent de la violence du régime sioniste. Plus de 960 Palestiniens y ont été tués, environ 7000 blessés, 41 000 déplacés, et des centaines de maisons détruites. Ce nettoyage silencieux, perpétré sous le couvert d'une guerre plus médiatisée à Ghaza, se déroule avec la même intensité, la même cruauté, et le même soutien international — notamment des États-Unis. L'opération à Toulkarem, par sa durée, son intensité et ses méthodes, n'est rien d'autre qu'un prolongement de la stratégie de l'occupant sioniste à Ghaza : cibler indistinctement civils, maisons, infrastructures et toute forme d'organisation sociale. Les démolitions punitives, les arrestations massives et les déplacements forcés sont autant de violations flagrantes du droit international humanitaire. La communauté internationale, pourtant informée de ces pratiques, garde le silence ou, au mieux, adopte une posture molle d'« appel à la retenue ». En réalité, le double standard est patent : ce qui est condamné ailleurs est toléré, voire justifié, quand il s'agit de l'occupant sioniste. À Toulkarem comme à Ghaza, l'occupant sioniste applique les mêmes recettes de guerre : siège, destruction, punition collective. L'un dans le silence, l'autre sous les projecteurs. Pourtant, les victimes sont les mêmes : des civils, des enfants, des femmes, des familles entières. Face à cette stratégie d'anéantissement, le devoir de dénonciation s'impose. Car il n'y a pas de Ghaza sans Cisjordanie occupée, et il n'y aura pas de paix sans justice.

M.S.

FACE À L'IMPASSE STRATÉGIQUE À GHAZA

Les pertes qui confirment l'échec sioniste

L'armée israélienne a reconnu, hier, la mort de deux soldats, dont un officier de la redoutée unité du génie « Yahalom », lors de combats acharnés dans le sud de la bande de Gaza.

Un événement que les médias israéliens qualifient eux-mêmes de « dramatique » et révélateur de l'échec croissant d'Israël à atteindre ses objectifs militaires face à la résistance palestinienne. Le capitaine Noam Ravid et le sergent-chef Uli Yahli Serur ont trouvé la mort lorsqu'une charge explosive a détoné alors que leur unité inspectait une ouverture de tunnel dans une zone urbaine du sud de Gaza. Deux autres soldats ont été grièvement blessés dans la même opération. L'explosion, qui aurait été causée par un engin non détecté lors des inspections préliminaires, démontre à quel point les pièges de la résistance palestinienne continuent de coûter cher à l'armée d'occupation, malgré des mois d'offensive brutale. Dans le nord du territoire, un autre soldat de réserve de la brigade « Jérusalem » a été grièvement blessé samedi, soulignant que les pertes israéliennes



sont loin d'être cantonnées à un seul front. Ces pertes surviennent alors que la résistance palestinienne intensifie ses attaques, infligeant des coups durs aux forces israéliennes malgré un blocus étouffant et un déchaînement militaire d'une ampleur rarement vue. Une autre ombre vient s'ajouter au tableau : l'enquête interne de l'armée israélienne sur l'attaque du 7 octobre sur la plage de Zikim révèle des « fautes opérationnelles et éthiques sans précédent ». Des soldats de l'unité « Golani », bien que numériquement supérieurs et ayant détecté les combattants palestiniens, se seraient retirés

sans engager le combat. Cinq corps de soldats et colons ont même été oubliés pendant une semaine dans une salle de protection mobile. Ces révélations ont provoqué l'indignation en Israël, où les critiques internes sur l'impréparation de l'armée et son incapacité à protéger les zones frontalières se multiplient. Les médias israéliens l'admettent désormais : Israël ne parvient pas à atteindre ses objectifs à Gaza. La chaîne 14 affirme que le Hamas a réussi à se réorganiser, poser de nouveaux pièges, mobiliser ses combattants et piéger les tunnels — rendant toute opération terrestre extrêmement ris-

quée. Malgré la reprise des combats, le « retour des otages » promis n'a pas été tenu. Le journal Maariv souligne que l'échec militaire s'accompagne d'une crise politique : une opération terrestre supplémentaire pourrait mettre en péril les otages encore détenus. Les familles de ces derniers ne décolèrent pas. Dans une déclaration cinglante, elles accusent Netanyahu de « sacrifier leurs enfants au lieu de les sauver ». Face à l'impasse stratégique, l'armée israélienne a entamé l'envoi de dizaines de milliers d'ordres de rappel pour ses réservistes, dans ce qui semble être une tentative désespérée d'élargir l'opération militaire. Environ 60 000 soldats de réserve sont appelés à rejoindre les rangs, notamment pour permettre à l'armée régulière d'intensifier ses actions à Gaza. Mais ce renforcement cache une réalité alarmante : l'usure avancée des forces israéliennes. L'armée tente de minimiser les pertes humaines et matérielles, mais les fuites médiatiques évoquent une érosion aussi bien morale que logistique. L'État-major est confronté à une question à laquelle il ne semble plus avoir de réponse : combien de sang devra-t-on encore verser pour une guerre déjà perdue dans les cœurs et les esprits ?

M.Seghilani

L'AÉROPORT INTERNATIONAL "BEN GOURION" CIBLÉ Le Yémen brise le mythe de l'invulnérabilité sioniste

L'invulnérabilité de l'entité sioniste continue à vaciller. Un missile balistique hypersonique lancé depuis le Yémen a frappé ce dimanche l'aéroport international Ben Gourion, paralysant totalement les transports aériens et ferroviaires, et provoquant la panique dans la région de Tel-Aviv. Un tournant stratégique majeur, non seulement dans la guerre contre Gaza, mais aussi dans l'équilibre régional. L'armée yéménite, par la voix du général Yahya Saree, a revendiqué l'attaque, la qualifiant d'acte de solidarité directe avec le peuple palestinien, et d'aver-tissement : l'aéroport de Ben Gourion n'est plus un espace sécurisé. Le missile, d'une précision redoutable, a échappé aux systèmes d'interception israéliens pourtant parmi les plus sophistiqués au monde — « Haïtz 3 » et « THAAD » — suscitant une onde de choc dans l'appareil sécuritaire israélien. Une session d'urgence militaire a immédiatement remplacé la réunion prévue du cabinet de sécurité. Des colonnes de fumée ont été aperçues près du terminal 3. Les sirènes ont retenti à Tel-Aviv, Jérusalem et dans plusieurs colonies de Cisjordanie occupée, poussant des millions d'Israéliens à fuir vers les abris. Le service de secours Magen David Adom a signalé plusieurs blessés, dont trois modérément atteints. La résonance est internationale : Air France, Swiss, Austrian Airlines, Air Europa et Air India ont suspendu leurs vols vers Israël. La police israélienne a appelé les civils à éviter l'aéroport, totalement verrouillé. Cette frappe yéménite survient alors que les États-Unis et le Royaume-Uni intensifient leurs bombardements sur le Yémen — 44 frappes en 24 heures — sans réussir à affaiblir la résistance. Bien au contraire, Sanaa annonce le développement accru de missiles hypersoniques, de drones longue portée et de capacités navales offensives. Le président yéménite Mehdi Al-Mashat a affirmé que Washington avait été averti : « Ils ont cru que leurs technologies les rendraient invincibles. L'histoire prouve le contraire. » Les factions palestiniennes, notamment les Brigades Al-Qassam, ont salué cette opération comme un tournant stratégique, brisant le mythe de l'impunité israélienne. La gauche palestinienne évoque un changement d'ère militaire : la guerre menée à Gaza a des répercussions désormais palpables au cœur même du territoire israélien. En parallèle, la visite du président chypriote Nikos Christodoulidis a été retardée en raison de l'attaque. La situation a même ravivé les tensions diplomatiques autour de la détention d'un homme d'affaires israélien à Chypre, alimentant des manifestations hostiles à la venue du dirigeant chypriote. L'attaque d'hier marque donc une rupture : le Yémen, malgré le blocus et les frappes, conserve et déploie des capacités stratégiques réelles. En frappant une infrastructure symbolique et ultra-sécurisée, il envoie un message clair : la solidarité avec Gaza s'exprimera désormais aussi par le feu. Le temps de l'impunité semble révolu. Le monde arabe, humilié pendant des décennies, redessine les lignes de confrontation. L'occupation ne peut plus se croire hors de portée. La vraie question n'est plus « si » d'autres frappes suivront... mais quand, où, et avec quelle intensité.

M.S.

UN PRISONNIER ISRAËLIEN EXTRAIT DES DÉCOMBRES À GHAZA

« Nous avons été bombardés après un cessez-le-feu »

La résistance palestinienne a publié ce samedi une vidéo bouleversante montrant l'extraction d'un prisonnier israélien grièvement blessé des décombres à Gaza. La séquence a été diffusée par le service de communication militaire du mouvement, au moment où la pression monte en Israël contre le gouvernement de Benjamin Netanyahu, accusé de sacrifier ses propres soldats retenus à Gaza pour prolonger sa survie politique. Dans la vidéo, on peut voir des combattants de la résistance palestinienne en train de dégager un homme des gravats, visiblement en détresse, avant de tenter de le réanimer. L'homme, identifié par la résistance comme le prisonnier numéro 24, apparaît affaibli, blessé, et souffrant d'un manque de soins médicaux. Le captif s'exprime brièvement dans la vidéo : « Nous avons été bombardés alors que nous étions sous terre, et ce, après la signature d'un accord de cessez-le-feu. » Ces déclarations viennent renforcer les accusations selon lesquelles l'armée israélienne aurait délibérément mené des frappes même en connaissance de la localisation de ses propres captifs. Le prisonnier israélien dénonce explicitement ce qu'il appelle « la politique de pression militaire » menée par le gouvernement Netanyahu. Il critique ouvertement la rhétorique du Premier ministre, qui prétend poursuivre la guerre pour sauver les otages. « Ce que nous vivons ici est la conséquence directe de cette politique mensongère. Il n'y a ni médicaments, ni secours. Ma situation est extrêmement difficile », ajoute-t-il. Il appelle enfin les colons israéliens à sortir massivement dans les rues pour exiger la libération des captifs.

LES FAMILLES DES OTAGES MONTENT AU FRONT CONTRE LE POUVOIR

Cette vidéo-choc a eu un effet immédiat sur le climat politique en Israël. Dans un communiqué publié ce samedi, les familles des prisonniers israéliens détenus à Gaza ont appelé sans détour à la chute du gouvernement Netanyahu. « La seule voie pour ramener nos proches vivants, c'est de renverser ce gouvernement », déclare le texte. Les familles

appellent l'ensemble des citoyens israéliens à manifester massivement pour obtenir la démission du Premier ministre. « Si nous voulons reconstruire Israël et tourner la page du 7 octobre, nous devons mettre fin à ce régime. » Dans une critique cinglante, les proches des captifs affirment que Netanyahu prolonge la guerre uniquement pour sauver sa carrière politique, sacrifiant au passage les otages. « Il continue d'envoyer nos fils à Gaza, non pas pour sauver les captifs, mais pour les tuer », dénoncent-ils. Ils fustigent aussi la récente décision du gouvernement de rappeler davantage de réservistes. « Cela ne fera qu'augmenter le nombre de morts parmi nos enfants. »

APPEL AU CHEF DE L'ARMÉE... ET À TRUMP

Les familles se sont adressées directement au chef d'état-major israélien, Eyal Zamir, en lui demandant de ne pas lancer de nouvelles opérations à Gaza : « Chaque opération supplémentaire est un risque mortel pour les otages. » Fait surprenant, elles ont également interpellé l'ancien président américain Donald Trump, dans un message explicite : « Ne les abandonne pas, fais attention aux

manœuvres de Netanyahu. » La publication de cette vidéo intervient dans un contexte explosif où la crédibilité du gouvernement israélien est de plus en plus mise à mal, tant à l'intérieur qu'à l'international. Alors que les négociations pour un cessez-le-feu durable semblent piétiner, l'état-major israélien, pressé par les familles, par l'opinion publique et même par certains responsables sécuritaires, se retrouve de plus en plus isolé. La stratégie du « tout militaire » adoptée par Benjamin Netanyahu semble s'effriter sous la pression croissante des familles, des images médiatisées et des divisions internes au sein de la société israélienne. Avec cette vidéo, la résistance palestinienne mène aussi une guerre d'opinion. En mettant en scène un captif israélien blessé mais vivant, elle envoie un message fort : les otages peuvent encore être sauvés, à condition que le gouvernement israélien cesse de bombarder sans discernement. La guerre à Gaza, déjà d'une violence inédite, entre désormais dans une phase de confrontation médiatique et psychologique intense. Et les premières fissures apparaissent clairement du côté israélien, où la ligne dure du gouvernement Netanyahu semble plus que jamais contestée.

M.S.

LES RUES GRONDENT FACE AU GÉNOCIDE SIONISTE Le monde debout pour Gaza

Les rues de nombreuses villes du globe ont été le théâtre d'une mobilisation populaire puissante et déterminée. À Copenhague, Stockholm, Helsinki, Berlin ou encore Brême, des milliers de citoyennes et citoyens se sont levés pour dire non à l'impunité, non au massacre, et oui à la justice pour Gaza. Depuis plus d'un an et demi, la bande de Gaza subit une agression brutale de l'armée israélienne, faite de bombardements intensifs, d'un blocus total, de privation d'eau, de nourriture, de soins et d'électricité. Résultat : plus de 170 000 morts et blessés, dont une majorité de femmes et d'enfants, et 11 000 disparus, selon les autorités sanitaires palestiniennes. Et pourtant, les chancelleries occidentales ferment les yeux, pire encore, elles justifient ou soutiennent, au nom d'un prétendu "droit à se défendre". Mais les peuples, eux, n'oublient pas. À Stockholm, des centaines de manifestants se sont réunis sur la place Odenplan, brandissant des pancartes criantes de vérité : « Les enfants de Gaza meurent », « Stop à la famine », « Les hôpitaux sont bombardés ». Des slogans ont résonné, portés par la rage et la compassion : « Israël assassin, justice pour la Palestine ! » Dans chaque rassemblement, les drapeaux palestiniens flottaient comme un cri de résistance, comme un appel urgent à rompre le silence complice. Les manifestants ont exigé un cessez-le-feu immédiat, l'acheminement sans condition de l'aide humanitaire, et la poursuite des responsables israéliens pour crimes de guerre et génocide. Ils ont dénoncé le cynisme des puissances qui tolèrent l'indéfendable, appelant à mettre fin à la politique du "deux poids, deux mesures". Face au génocide qui se déroule en direct sous les yeux du monde, face à la famine organisée, face à l'anéantissement d'un peuple, les peuples du monde disent : Assez ! Tant que les bombes tomberont sur Gaza, la solidarité internationale continuera de se lever. Parce que la justice n'est pas un luxe. Elle est un droit. Et Gaza a droit à la vie.

M.S.

ADRAR. CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

Une production de 1,5 million de qx de céréales attendue

Une production de 1,5 million de quintaux de céréales, toutes variétés confondues est attendue au titre de la campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole, qui a débuté dans les périmètres agricoles de la wilaya d'Adrar, a rapporté samedi la direction des services agricoles (DSA).



PH: DSA

Cette campagne cible une superficie de plus de 24.000 hectares sous pivot, qui a enregistré cette saison une extension "considérable" comparativement à la saison précédente, a expliqué le représentant du secteur, Touhami Mohamed Salah. Tous les moyens matériels et humains sont mobilisés pour réussir cette campagne, dont notamment 100 moissonneuses et plus de 120 camions de gros tonnage pour transporter les récoltes vers les entrepôts de stockage. Lors de la cérémonie du lancement de la campagne moisson-battage au niveau d'une exploitation agricole privé dans la daïra de Fenoughil, (sud de la wilaya),

le secrétaire général de la wilaya chargé d'assurer l'intérim, Rachid Cherid, a affirmé que "les pouvoirs publics ont assuré tous les facteurs d'appui pour garantir la réussite de la saison agricole, et la réalisation d'un rendement abondant qui contribue à atteindre la sécurité alimentaire". De son côté, l'inspecteur général du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, Nadjib Zerrouki, a salué les efforts déployés et les défis auxquels sont confrontés les investisseurs agricoles pour gagner le pari d'obtenir une production abondante avec des rendements élevés du blé, soulignant, la nécessité de l'engagement des opérateurs à

livrer leurs productions aux organismes officiels représentés par la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS).

L'investisseur agricole Bermati Laâradj, de la région de Fenoughil, un des agriculteurs qui ont relevé le défi de doubler la quantité de la production céréalière, notamment le blé dur, d'une saison à autre, notamment à travers l'utilisation de quatre unités sous pivot sur une superficie de 130 hectares, sachant que le début de son activité a été avec un pivot seulement. Pour sa part, l'investisseur agricole Djoudi Sid Ahmed est devenue un modèle de réussite en entreprenant la première expérience

d'investissement agricole dans la production céréalière sous pivot au niveau d'un périmètre agricole dans la commune de Reggane, (sud de la wilaya), où il a obtenu un rendement de production de 45 quintaux de blé dur par hectare avec un seul pivot sur une superficie de 30 hectares. Cet investisseur aspire une extension de l'actuelle surface agricole durant les prochaines saisons agricoles, en raison de la bonne qualité du sol, ainsi que du soutien technique et administratif nécessaire assuré par les instances concernées, en mettant en œuvre un projet agricole intégré (céréaliculture, légumes, production fourragère et élevage).

RELIZANE. CONSERVATION DES FORÊTS

Grande mobilisation dans la lutte contre les incendies de forêts

La Conservation des forêts de la wilaya de Relizane a mobilisé 40 tours de guet et 16 équipes d'intervention, dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêts pour la saison en cours 2025, a-t-on appris auprès de cette direction. Yacine Boulenouar, chef du bureau de prévention et de lutte contre les incendies et les maladies parasitaires au sein de la Conservation des forêts, a indiqué à l'APS que cette dernière a mobilisé 40 tours et points de surveillance, ainsi que 16 équipes d'intervention, dont 8 mobiles, regroupant au total 48 agents forestiers. La même direction a également mobilisé 109 cadres et agents forestiers pour la surveillance et l'intervention, en plus de 77 travailleurs saisonniers. Elle a, en outre, mis à disposition 9 camions-citernes et a aménagé 36 points d'eau répartis à travers 25 communes forestières, en coordination avec la direction des Ressources en eau et les services communaux.

D'autre part, un numéro vert (1070) a été mis en service pour signaler les incendies, en plus de l'installation de 26 stations de communication radio, dont 13 mobiles, ainsi que d'autres équipements de communication et de coordination entre les agents forestiers, la Protection civile et d'autres organismes pour surveiller les foyers d'incendie et intervenir rapidement afin de limiter la propagation des sinistres.

Par ailleurs, des pistes forestières de 774 km ont été ouvertes et aménagées, et des travaux sylvicoles ont été réalisés sur une superficie de 453 hectares. Des bandes pare-feu ont été également créées pour faciliter la mobilité des équipes d'intervention et limiter la propa-

gation du feu d'une zone à l'autre. Les accotements des routes nationales et de wilaya ont été nettoyés sur une distance de 90 km, et ceux des chemins communaux sur 46,5 km, en plus de la réalisation de bandes pare-feu sous les lignes électriques de haute tension (HT), en coordination avec la Société de distribution de l'électricité et du gaz et l'entreprise nationale de transport de l'électricité. Pour sensibiliser les citoyens et les habitants des zones rurales proches des massifs forestiers, la Conservation des forêts de Relizane lancera prochainement, en coordination avec la Protection civile, la Gendarmerie nationale, la direction des Services agricoles, les associations environnementales et la Fédération des chasseurs de la

wilaya, une caravane et des campagnes de sensibilisation, ainsi que des émissions radiophoniques sur l'importance de préserver les espaces forestiers et sur les comportements à adopter en cas d'incendie.

A noter que la wilaya de Relizane n'a enregistré aucun incendie durant l'été 2024. Cette collectivité locale de l'Ouest dispose d'un patrimoine forestier de plus de 60.000 hectares, dont 55 % sont composés de pins d'Alep, 35 % d'oliviers sauvages (oléastres) appelés localement Zeboudj et de genévriers, situés principalement dans les massifs de l'Ouarsenis, Beni-Chougrane et le Dahra, a fait savoir la Conservation des forêts.

ANNABA. ANP

Portes ouvertes sur le Service national des garde-côtes

Une manifestation portes ouvertes sur le Service national des garde-côtes "Martyr Aouari Mahfoud" a été organisée, samedi à Annaba, sous la supervision du général-major, commandant de la façade maritime Est (5ème région militaire), et en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya.

Cette manifestation, organisée par le Commandement des Forces Navales dans le cadre des activités de communication de l'Armée Nationale

Populaire (ANP) pour l'année 2025, vise à informer le public des activités et des missions du Service national des garde-côtes et de ses différentes unités en tant qu'acteur important dans la gestion de tout ce qui a trait au domaine maritime, a indiqué le général-major, commandant de la façade maritime Est. Organisées au groupement territorial des garde-côtes "Martyr Barari-Khemissi", à Annaba, ces portes ouvertes visent aussi à renforcer le lien "Armée-Nation", a ajouté le même offi-

cier supérieur lors de la présentation des missions dévolues au Service national des garde-côtes en matière de protection du littoral algérien et de surveillance vigilante du domaine maritime. Une exposition comportant des pavillons qui présentent les tâches et les activités des différentes unités du Service national de garde-côtes qui sont également chargées d'assurer la sécurité en mer et de fournir aide et assistance en cas de danger figure également au programme de cette manifes-

tation. Les différents matériels modernes utilisés pour la surveillance et le contrôle de la côte, sont également présentés, ainsi que les équipements d'assistance et de sauvetage, et les moyens d'intervention en haute mer, notamment au moyen de remorqueurs et d'hélicoptères.

L'ouverture de cette manifestation de deux jours a été marquée par une affluence remarquable de citoyens, dont de nombreuses familles accompagnées de leurs enfants.

BLIDA. COMMUNE DE CHIFFA

La baignade dans les plans d'eau interdite

L'Assemblée populaire communale (APC) de Chiffa, dans la wilaya de Blida, a émis dernièrement une décision interdisant la baignade dans les plans d'eau, les points d'eau de l'oued Chiffa, les mares, les bassins d'irrigation et les puits. Dans un communiqué signé par le président de l'APC, Khaled Nabil, il est indiqué qu'"en raison de la recrudescence, ces derniers temps, du phénomène de la baignade dans les mares et les plans d'eau non protégés, notamment par les jeunes et les enfants, ce qui les expose au risque de noyade et de mort, il a été décidé d'interdire strictement la baignade dans les plans et les points d'eau de l'oued Chiffa". Le communiqué engage, également, les agriculteurs, les porteurs de projets et les entreprises de réalisation, à l'obligation de surveiller et de clôturer tous les bassins d'eau et les puits destinés à l'irrigation afin d'en empêcher l'accès. Selon le président de la commune, cette mesure préventive s'inscrit dans le cadre de la campagne annuelle de sensibilisation aux dangers de la noyade dans les mares et plans d'eau, qui se multiplie en saison estivale avec la hausse des températures qui pousse les jeunes à chercher un rafraîchissement dans plans d'eau et les oueds.

EL-TARF. EN PRÉVISION

DE LA SAISON ESTIVALE

Vaste campagne de nettoyage des plages

Une grande campagne de nettoyage des plages en prévision du démarrage de la saison estivale 2025 a été lancée samedi à la plage El Bettah dans la commune de Ben M'hidi (El Tarf) avec la participation de 1.600 jeunes. Outre les membres d'associations de jeunes et sportives, l'initiative a mis à contribution des représentants des Scouts musulmans algériens (SMA), de la société civile et de diverses institutions et entreprises publiques. La campagne concernera 14 plages de la wilaya à travers vastes actions visant à mettre en place les meilleures conditions d'accueil des estivants au cours de la prochaine saison estivale. Le wali d'El Tarf, Mohamed Meziane qui a donné le coup d'envoi de cette campagne a appelé à multiplier de pareilles initiatives bénévoles de protection de l'environnement côtier saluant l'adhésion des jeunes et de la société civile à cette noble action de solidarité.

BOUIRA. COMMUNES DU SUD

Lancement des travaux de réhabilitation de plusieurs routes

Des travaux de réhabilitation de plusieurs axes routiers dégradés, ont été lancés samedi après-midi dans les communes de Dechmia, Sour El-Ghouzlane, Dirah et El Hakimia, lors d'une visite de travail du wali Abdelkrim Laâmourî dans ces régions du sud de la wilaya de Bouira.

Au cours de sa première halte à Dechmia, le chef de l'exécutif a procédé en compagnie de responsables locaux au lancement du projet d'entretien et de réaménagement de l'axe routier reliant la route nationale (RN) 62 à la localité Magrounet sur une distance de 4,8 km. L'enveloppe financière consacrée à cette opération est de l'ordre de 49 millions DA, et un délai de trois mois a été accordé à l'entreprise réalisatrice afin de parachever les travaux et livrer le projet, a expliqué le directeur des travaux publics, Noureddine Gasmî, sur le site du chantier. Il s'agit d'un axe important qui facilite et fluidifie davantage la circulation automobile du sud de la wilaya à l'ouest et au nord, selon les détails fournis par le même responsable. Une opération similaire a été lancée sur la route reliant la localité El Maleh à la commune de Dirah, pour un montant de 36 millions DA, selon la fiche technique du projet présentée sur place par le directeur du secteur. "La réhabilitation de cette route permet de désenclaver



le village El-Maleh et de le relier à Dirah et surtout d'améliorer les conditions de vie des citoyens de ces régions enclavées", a expliqué M. Gasmî. Une autre enveloppe financière estimée à 49 millions DA a été allouée pour les travaux de réaménagement de la route reliant la RN 8 à la localité El-Hamra sur une distance de près de 3 km, selon les chiffres communiqués par le même responsable. Toujours dans la commune de Dirah, le wali a donné le coup d'envoi des travaux de réhabilitation d'une autre route reliant également la RN8 au village Lahrar sur une distance de 1,3 km. Le montant consacré à cette opération est de l'ordre de 18 millions DA pour un délai de

réalisation de 3 mois. Dans la commune voisine d'El-Hakimia, les autorités locales ont lancé les travaux de réhabilitation de la 1ère tranche de la route reliant le chef-lieu communal à la localité El-Chaâba sur une distance de 3 km.

En outre, le projet de réhabilitation de la route reliant les villages Djaâfra à Lahdjairia relevant de la commune de Sour El Ghouzlane, à une quarantaine de km au sud de la wilaya, a été lancé. Une enveloppe financière de 48 millions DA a été consacrée au réaménagement du tronçon routier de 3,5 km reliant les deux villages, a précisé M. Gasmî.

CHLEF. AGRICULTURE

Rencontre régionale pour préparer la campagne moisson-battage

Une rencontre régionale regroupant les wilayas du Centre et de l'Ouest du pays a été organisée, samedi à Chlef, dans le cadre des préparatifs de la campagne moisson-battage de la saison en cours, avec la participation des acteurs du secteur agricole. "Cet événement s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres lancées par les services de la tutelle pour assurer le succès de la campagne moisson-battage et consacrer les objectifs fixés", a indiqué le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hamid Bensaâd, à l'ouverture

de cette rencontre, qu'il a supervisé en compagnie du wali de Chlef, Brahim Ghemired. Il a ajouté que cette rencontre, regroupant des acteurs du secteur agricole issus de 18 wilayas, vise à renforcer la coordination entre les secteurs et les institutions en vue d'accroître les superficies céréalières et consacrer l'autosuffisance dans diverses cultures, conformément aux objectifs fixés. Il a également mis en avant les moyens mobilisés annuellement par l'Etat pour assurer la réussite de cette campagne, ainsi que l'accompagnement technique continu pour améliorer l'itinéraire tech-

nique dans cette filière. Pour sa part, le wali a estimé que cette rencontre est "une opportunité pour s'enquérir des mesures et dispositions prises au titre de la campagne moisson-battage dans les wilayas du Centre et de l'Ouest, notamment à Chlef, tout en assurant le suivi des projets de réalisation de silos de stockage des céréales, et des opportunités de développement de la filière des cultures oléagineuses et de la mise en œuvre du programme y afférent". De nombreux participants à cette rencontre ont loué l'importance de ce type d'activités dans le renforcement de la coordination entre

les acteurs du secteur et la levée des obstacles rencontrés lors des précédentes campagnes, concernant les méthodes de stockage, entre autres.

Selon le directeur local des services agricoles (DSA), Mehdi Kouadria, la wilaya compte une superficie céréalière de 56.000 hectares, notant que la campagne labour-semences s'est déroulée dans de bonnes conditions. Il a appelé à une implication plus large des acteurs concernés en vue d'obtenir de bons résultats dans cette filière et de contribuer à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire.

OUARGLA. DSA

Une récolte de plus 371 000 QX de céréales attendue

Une récolte de plus de 371.170 quintaux (QX) de céréales est attendue dans la wilaya d'Ouargla, au titre de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2024/2025, lancée samedi, selon les prévisions de la direction locale des Services agricoles (DSA). Cette production, en hausse de 40% par rapport à la saison précédente où avaient été engrangés 277.283 QX, est le fruit de l'extension des superficies céréalières estimées cette saison à 8.328 ha, dont 7.000 ha réservés au blé dur, 494 ha au blé tendre, 124 ha à l'avoine, 110 ha à l'orge, et le reste aux cultures fourragères, contre 5.802 ha emblavés l'an dernier, a indiqué le DSA, Tedj Merzougui. Pour le développement de cette culture et l'irrigation de cette surface céréalière, exploitées par 102 céréaliculteurs, il est fait état de la mobili-

sation de 319 pivots. Selon le même responsable, la daïra de Hassi Messaoud se place cette saison en tête des zones céréalières avec une superficie emblavée de 4.327 ha, suivie de celle de N'goussa avec 1.798 ha, Sidi Khouiled (1.052 ha) et la daïra d'Ouargla (383 ha). Dans le but d'assurer la réussite de la campagne moisson-battage, d'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés, dont 43 moissonneuses-batteuses, 88 tracteurs et 131 camions de transport de récolte vers la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) au chef lieu de la wilaya d'Ouargla pour être entreposée au niveau des structures de stockage, publiques et privées, d'une capacité globale de 95.000 QX, a ajouté M.Merzougui. À ces structures de stockage, s'ajoutera la réception prochaine de neuf (9) points d'ensilage, sept (7)

dans la commune de Sidi -Khouiled et deux (2) dans celle de Hassi -Messaoud, actuellement à 75% de leur réalisation, a-t-il encore fait savoir.

La DSA a lancé des sessions de sensibilisation en direction des agriculteurs sur le respect de l'itinéraire technique de la campagne moisson-battage, en sus de l'établissement, en coordination avec les services de la Protection civile et de la Conservation des forêts, d'un plan préventif contre les incendies de forêts et des récoltes.

Le lancement de la campagne moisson-battage a été donné par les autorités de la wilaya depuis l'exploitation "Mohamed Bensayeh", à Sidi Khouiled et la ferme agricole "Soummam" dans la daïra de N'goussa, entrée cette année en phase de production.

ILLIZI. JUMELAGE

INTER- HÔPITAUX

Plus de 50 consultations effectuées au profit des patients atteints d'insuffisance rénale

Pas moins de 55 consultations ont été effectuées au profit des patients atteints d'insuffisance rénale dans la wilaya d'Illizi, dans le cadre du jumelage entre l'établissement public hospitalier "Tirgui Ouantemidi" d'Illizi et l'établissement hospitalier-universitaire (EHU) "1er Novembre" d'Oran, ont indiqué samedi les organisateurs. Initiée récemment, l'opération a ciblé 34 patients en cours de traitement au niveau du service de dialyse, qui a mis à jour son protocole de traitement, et le diagnostic de 21 malades dans le cadre d'examens externes, par une équipe de néphrologues conduite par le professeur Djamel Meknassi et Dr Abdelkarim Zelmati de l'EHU "1er Novembre" d'Oran, a expliqué, à l'APS, le coordinateur des opérations de jumelage, Ghanna Akhmesi. Une journée de formation pédagogique dans la même spécialité a été également organisée par le staff médical au profit du personnel médical et paramédical de l'établissement public hospitalier "Tirgui Ouantemidi", a-t-il ajouté. La convention de jumelage entre les deux hôpitaux vise à répondre au mieux aux besoins des malades, et assurer un encadrement du personnel médical et paramédical local, a-t-on fait savoir.

ORAN. SANTÉ

Mise en service de l'EPH d'El-Kerma de 60 lits

Le secteur de la santé de la wilaya d'Oran s'est renforcé avec la récente mise en service de l'Établissement public hospitalier (EPH) de la commune d'El-Kerma, d'une capacité de 60 lits, a-t-on appris, auprès du directeur local de la santé et de la population, Hadj Boutouaf. Cette nouvelle structure sanitaire constitue un des projets dont a bénéficié la wilaya d'Oran ces dernières années, a indiqué M. Boutouaf dans une déclaration à l'APS, en marge du Salon international de l'optique et de la lunetterie qui se poursuit vendredi. Cet établissement de santé comprend plusieurs spécialités, telles que la chirurgie générale, la gynécologie-obstétrique, la chirurgie orthopédique et la pédiatrie, a-t-il détaillé relevant que la nouvelle infrastructure dispose de toutes les nécessités, notamment un laboratoire et des équipements de radiologie. L'EPH d'El-Kerma est également doté d'un service d'urgences médicales et chirurgicales, qui épargne désormais le transfert des patients vers les grands établissements de santé, le CHU "Dr. Benzerdjeb" et l'EHU "1er Novembre 1954" du chef lieu de la wilaya. Le directeur de la santé et de la population a rappelé que la wilaya d'Oran est devenue "un pôle sanitaire régional d'excellence" après avoir bénéficié, ces dernières années, de plusieurs projets importants, comme le centre de traumatologie à Oued Tlelat, l'hôpital des grands brûlés et l'hôpital de Gdyl, outre les projets en cours de réalisation, tels que l'institut du cancer, l'hôpital de la tête et du cou à Oran et l'hôpital des maladies pulmonaires et allergiques à Bethioua.

SPORTS

APRÈS AVOIR DÉCROCHÉ LA LIGUE DES CHAMPIONS D'ASIE AVEC AL-AHLI DE DJEDDAH

Mahrez vise un autre titre avec l'Algérie

Le capitaine de la sélection algérienne Riyad Mahrez est devenu le seul joueur à avoir remporté les trophées de la Ligue des champions européennes et celle d'Asie après la victoire de son équipe saoudienne Al-Ahli en finale de la prestigieuse compétition asiatique face à son homologue japonaise Kawasaki, samedi soir à Djeddah.

L'ailier de charme du club saoudien d'Al-Ahli, meilleur buteur de l'édition avec 9 réalisations, a exprimé une grande joie après avoir remporté pour la première fois de l'histoire du club le titre de la Ligue des champions d'Asie, avouant que toutes les rencontres avaient été difficiles dès la phase de groupes. Il s'est également exprimé sur de nombreux détails concernant le parcours des siens, ainsi que sur ses objectifs futurs avec la sélection nationale. Le joueur ayant été le plus décisif en Ligue des champions d'Asie cette saison, avec 17 contributions (buts et passes décisives), a débuté son intervention en déclarant à la presse après le match : « Nous sommes heureux, grâce à Dieu. Le club a remporté la Ligue des champions d'Asie. Nous voulions placer Al-Ahly et l'Arabie saoudite au sommet du continent. Nous avons été solides et très concentrés dans tous les matchs, en particulier en finale en raison de la nature de



Phs : DR

cette rencontre. » Mahrez a expliqué que la concentration avait été extrême, car les finales se jouent sur de tout petits détails.

Il a ajouté : « La concentration était maximale car nous voulions décrocher le titre de la Ligue des champions, et c'est ce qui s'est produit. Nous sommes très heureux. Maintenant, nous allons fêter ce titre et en profiter avec la famille et les amis. »

Et de poursuivre : « Nous avons la meilleure équipe d'Arabie saoudite, il faut le dire. Aujourd'hui, nous sommes la meilleure équipe d'Asie et nous le méritons. Nous avons bien joué tout au long de la compétition, contre toutes les équipes fortes possibles. »

L'international algérien a détaillé la force d'Al-Ahly cette saison : « Nous avons affronté de grandes équipes, d'autres plus moyennes, et nous avons réussi à gagner contre tout le monde, à domicile comme à l'extérieur. Nous avons imposé notre style de jeu et bien joué dans tous les matchs. Finir par remporter le titre à la maison, devant tous ces supporters, c'est le plus beau sentiment qu'on puisse ressentir. »

Mahrez a commenté la différence entre les titres continentaux remportés avec la sélection et avec les clubs en disant : « Chaque titre continental a une saveur par-

ticulière, que ce soit avec l'Algérie (Coupe d'Afrique des Nations 2019), avec Manchester City (Ligue des champions d'Europe 2023) ou ce titre asiatique avec Al-Ahly. Je ne peux pas comparer, car les émotions sont différentes, et je ne peux pas dire qu'un titre est meilleur qu'un autre. »

L'ancien joueur de City a poursuivi au sujet de ses titres : « Tu sais, ce sont des compétitions différentes, sur des continents différents. Ce que j'ai vécu avec Al-Ahly est quelque chose de spécial. Nous sommes venus avec un objectif clair : remporter le titre asiatique pour ce club, qui mérite les trophées et possède des joueurs de qualité. C'est pourquoi nous sommes très heureux. »

Enfin, Mahrez a parlé du public algérien, affirmant qu'il le soutenait constamment dans toutes les compétitions, avant de souligner qu'il avait une mission à accomplir avec les "Fennecs" et qu'il visait un nouveau titre : « Le public algérien ?! Ce sont mes compatriotes, je sais qu'ils sont toujours avec moi. Maintenant, j'ai un travail à terminer avec l'Algérie. Je veux gagner quelque chose d'autre avec la sélection, car les émotions là-bas sont indescriptibles et incroyables. »

Hakim S.

APRÈS LA RELÉGATION DE SON CLUB EN 3E PALIER FRANÇAIS

Anthony Mandrea dit n'être pas encore fixé sur son avenir

Le gardien de but de l'équipe nationale algérienne et du club français de Caen, Anthony Mandrea, a laissé entendre qu'il ne trancherait pas son avenir avec le club, relégué en troisième division française, qu'après une réunion avec les responsables de ce dernier et l'Algérienne Fayza Lamari, mère de la star du Real Madrid Kylian Mbappé, propriétaire du club. Jouer en troisième division pourrait toutefois mettre fin à son aventure avec les Verts.

L'ex-portier d'Angers a souvent été titulaire depuis le début de la saison, qui est considérée comme la pire de sa carrière. Elle coïncide avec le changement de propriétaire du Stade Malherbe de Caen, désormais aux mains de la star du Real Madrid et de l'équipe de France, Kylian Mbappé. Ce dernier a pourtant rendu visite aux coéquipiers de Mandrea et s'est entretenu avec eux, sans parvenir à changer la situation de l'équipe.

Mandrea a disputé cette saison 26 matchs en Ligue 2 avec Caen, encaissant 44 buts et ne réalisant que deux clean sheets. Il a manqué sept autres rencontres.

Ses performances ont conduit à sa perte de place de



titulaire en équipe d'Algérie au profit du gardien du club iranien Persepolis, Alexis Guendouz. Cette situation a également mis le sélectionneur Vladimir Petkovic dans l'embarras vu que Guendouz n'a pas été vraiment convaincant lors de la plupart des matchs qu'il a joués.

Dans une déclaration au site français "Actu", Mandrea a affirmé ne pas encore avoir décidé de son avenir avec Caen malgré la relégation en National (D3). Il a déclaré à ce propos : "Honnêtement, je vais avoir une réunion avec les responsables du club, qui me présenteront leur projet, et nous verrons alors la stratégie qu'ils

comptent prôner."

Le keeper de 28 ans a également évoqué de manière indirecte l'influence de Fayza Lamari (mère de Kylian Mbappé et propriétaire du club) dans la décision finale : "Comme l'a dit Fayza Lamari (mardi 29 avril sur la chaîne ICI Normandie), il y aura des choses à mettre en place cet été." Ces déclarations laissent penser qu'il pourrait rester au club, même en National, si le projet s'avère ambitieux et vise un retour rapide en Ligue 2. Il a renforcé cette hypothèse en ajoutant : "Pour l'instant, je n'en sais pas plus. J'ai un contrat jusqu'en 2027..Le poste de gardien n'est pas

comme les autres, nous avons besoin de stabilité", sous-entendant qu'un départ pourrait lui faire perdre sa place de titulaire.

Mandrea a reconnu que la baisse de niveau cette saison était liée à des problèmes personnels et familiaux qui ont directement affecté sa concentration et ses performances. Le sélectionneur Petkovic l'avait d'ailleurs exempté du stage d'octobre pour raisons familiales, confirmant ainsi les difficultés qu'a connues l'ancien gardien d'Angers.

Concernant sa saison, il a déclaré : "Elle a très mal commencé et il a été très difficile d'inverser la tendance. Sur le plan personnel, j'ai traversé des moments très compliqués. Durant cette période, seuls certains m'ont soutenu.. Je suis un être humain, j'ai des émotions, et ces événements m'ont beaucoup affecté."

Et de poursuivre : "On dit souvent que ce qui se passe en dehors du terrain ne doit pas nous influencer, mais ce n'est pas vrai. Quand on passe de vivre avec quatre personnes à vivre seul à cause de problèmes personnels, c'est difficile à gérer, surtout quand les résultats ne suivent pas."

H. S.

LIGUE 2 AMATEUR

Le MB Rouissat vient à bout de l'USMH et reprend la tête

Dans un match au sommet disputé à huis clos samedi dernier à Ouargla, le MB Rouissat a signé une victoire capitale contre l'USMH El Harrach (1-0), prenant ainsi la tête du Groupe Centre-Est de la Ligue 2 amateur à deux journées de la fin. Une opération qui relance complètement la course à l'accession en Ligue 1 Mobilis.

Le MB Rouissat a réussi un grand coup samedi au stade du 18 Février de Ouargla. En s'imposant sur la plus petite des marges face à l'USMH El Harrach (1-0), en match de mise à jour de la 21e journée du Groupe Centre-Est, les hommes du Sud-Est reprennent le fauteuil de leader à deux journées de la fin de l'exercice. Cette victoire précieuse, obtenue à huis clos, pourrait bien être le tournant décisif dans la course à la montée. Dans un match considéré comme une véritable « finale avant l'heure », les Ouarglis ont montré plus de réalisme et de maîtrise. L'unique but de la rencontre est intervenu à la 63e minute, œuvre de Rdjam, au terme d'une action bien construite. Ce court succès permet au MBR de passer devant son rival du jour, et de prendre une option sérieuse sur la montée historique en Ligue 1 Mobilis.

UN DUEL À DISTANCE JUSQU'À LA DERNIÈRE JOURNÉE Grâce à cette victoire, le MB Rouissat totalise désormais 65 points, soit une longueur d'avance sur l'USMH El Harrach (64 pts), qui perd son statut de leader au plus mauvais moment. À deux journées du terme, la pression change de camp. Si les Harrachis avaient leur destin en main jusqu'ici, ce sont désormais les hommes de Rouissat qui ont les cartes entre leurs mains. La 29e journée s'annonce déjà décisive. Le MBR devra se rendre à El Khroub pour y affronter une équipe de l'ASK classée en milieu de tableau (7e, 40 pts), tandis que l'USMH effectuera un déplacement périlleux à Chelghoum Laïd, contre une formation du HBCL qui compte elle aussi 40 unités. Deux déplacements compliqués, où chaque point vaudra cher. En ce qui concerne la 30e et dernière journée, non encore programmée, les deux prétendants évolueront à domicile. Le MB Rouissat accueillera l'US Chaouia (6e, 41 pts), alors que l'USMH recevra l'IB Khemis El Khechna (5e, 41 pts). Sur le papier, les confrontations sont équilibrées, mais l'avantage psychologique est désormais du côté du MBR.

UNE INSULTE FRONTALE À LA MÉMOIRE DE LA RÉSISTANCE ALGÉRIENNE

À l'issue de la rencontre, le président du MB « Rouissat Bensaci Mohamed Larouci » a provoqué une vive controverse en affirmant, sans nuance, que son club représentait « un véritable club de football algérien » car il a été fondé après l'indépendance nationale en 1964. Il a ajouté que tous les clubs créés avant 1962 étaient, selon lui, des « clubs coloniaux ». Ces propos, tenus dans un climat déjà tendu, ont été largement condamnés sur les réseaux sociaux et dans les milieux sportifs, car ils traduisent une méconnaissance grave de l'histoire du football algérien, profondément lié au mouvement national. De nombreux clubs créés durant la colonisation ont été des bastions de la résistance et de l'affirmation identitaire. À l'instar du MC Alger, de l'USM Alger, de la JS Kabylie, de l'USM Blida ou encore de l'USM El Harrach, ces formations ont accueilli dans leurs rangs des militants nationalistes, des martyrs de la guerre de libération et des figures du combat pour l'indépendance. Les qualifier aujourd'hui de « coloniaux » revient à insulter la mémoire de ces hommes qui ont, parfois au prix de leur vie, utilisé le sport comme un outil de lutte et de dignité. Ces propos sont d'autant plus dangereux qu'ils risquent d'alimenter un climat de division, de haine et de régionalisme à un moment où le football algérien est déjà fragilisé par des tensions interrégionales et des violences. Au lieu de fédérer autour d'un exploit sportif, de tels discours jettent de l'huile sur le feu et menacent le tissu social du sport national, de telles déclarations ne peuvent être ignorées. Face à la gravité de la situation, des voix s'élèvent pour demander des poursuites disciplinaires et judiciaires contre le président du MBR. Ce dernier, au lieu de célébrer sportivement la performance de ses joueurs, a choisi de raviver des clivages historiques dans un cadre où seul le respect et la mémoire doivent prévaloir. Il est impératif que la Fédération algérienne de football, tout comme les autorités compétentes, prennent leurs responsabilités pour sanctionner ces dérives et rappeler à tous que le football algérien s'est aussi construit dans la douleur de la colonisation et dans l'honneur du combat libérateur.

ROUISSAT EN ROUTE VERS L'HISTOIRE ?

Fondé en 1964, le MB Rouissat n'a jamais évolué dans l'élite du football algérien. Cette saison pourrait donc marquer un tournant historique pour le club de Ouargla, souvent resté dans l'ombre des formations du Nord. Cette accession éventuelle serait aussi un signal fort pour le développement du football dans le sud du pays, souvent en quête de reconnaissance. La performance contre l'USMH, équipe au riche palmarès et habituée aux joutes de haut niveau, renforce la légitimité du MBR dans cette course à la promotion. Solidité défensive, efficacité offensive et mental de compétiteur : autant de qualités affichées lors de cette confrontation charnière.

Le MB Rouissat parviendra-t-il à tenir bon jusqu'au bout et écrire la plus belle page de son histoire ? Répondez dans deux semaines. **M. A. T.**

BARRAGES CHAN 2025**L'Algérie ramène le nul de Gambie**

La sélection nationale A', composée exclusivement de joueurs locaux, a tenu tête à la Gambie samedi dernier à Bakau. Un score vierge qui préserve les chances de qualification au CHAN 2025, en attendant la manche retour prévue à Annaba. Madjid Bougherra et ses hommes sont désormais à 90 minutes d'un retour en phase finale.

En déplacement au stade de l'Indépendance de Bakau en Gambie, l'équipe d'Algérie A' a décroché un nul précieux (0-0) face à son homologue gambienne, samedi, lors du match aller des barrages qualificatifs pour le Championnat d'Afrique des nations (CHAN) 2025. Ce résultat sans but à l'extérieur offre un avantage stratégique aux Verts, qui joueront la manche retour à domicile, vendredi 9 mai, au stade du 19-mai 1956 d'Annaba. Dirigée par Madjid Bougherra, la sélection algérienne a su faire preuve de maîtrise dans un contexte peu favorable. La chaleur, l'humidité et un terrain de mauvaise qualité ont constitué autant d'obstacles pour les visiteurs. « Je suis satisfait de la prestation de mes joueurs, même si le travail n'est pas fini », a confié le sélectionneur à l'issue de la rencontre. Il a souligné la difficulté des conditions climatiques et l'impact du terrain sur le jeu offensif de son équipe.

"LE PLUS IMPORTANT, C'EST DE NE PAS AVOIR ENCAISSÉ"

Bien que l'Algérie ait dominé certains passages du match, l'efficacité offensive a

fait défaut, notamment en raison de la pelouse abîmée. « Je pense que dans un terrain de bonne qualité, on aurait marqué. Mais le plus important, c'est que nous n'avons pas encaissé de but », a insisté Bougherra, mettant en avant la discipline tactique et la solidarité défensive de ses joueurs.

Ce nul à l'extérieur laisse entrevoir une possibilité réelle de qualification à domicile. Devant leur public à Annaba, les Fennecs locaux devront se montrer plus tranchants en attaque pour concrétiser leur supériorité. Bougherra a



PH: DB

d'ailleurs souligné l'importance de l'état d'esprit de ses hommes : « Ils sont restés concentrés tout au long de la rencontre. Il ne faut pas oublier que nous avions en face une bonne équipe gambienne. »

En cas de victoire vendredi prochain, l'Algérie A' rejoindra le groupe C de la phase finale du CHAN, prévu du 2 au 30 août 2025 au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Ce groupe comprend déjà l'Ouganda, le Niger, la Guinée, ainsi que le vainqueur du second barrage entre l'Afrique du Sud et le

Malawi, ce dernier s'étant imposé 1-0 au match aller.

Les Verts, finalistes malheureux de l'édition 2023 à domicile (0-0, 4-5 aux tirs au but face au Sénégal), rêvent d'une revanche continentale. Cette nouvelle campagne est donc placée sous le signe de la rédemption, avec un groupe rajeuni mais ambitieux. Reste à savoir si les protégés de Bougherra sauront transformer l'essai à Annaba et rééditer l'exploit d'une qualification qui semble à portée de main.

Mogamed Amine Toumiat

MADJID BOUGHERRA :

« Je suis très content de l'état d'esprit de mes joueurs »

Le sélectionneur de l'équipe nationale A' de football, Madjid Bougherra, s'est dit "très content de l'état d'esprit de mes joueurs" suite au précieux nul (0-0) décroché en déplacement face à la Gambie. "Je félicite mes joueurs qui ont montré une certaine maturité sur le plan mental dans une rencontre qui s'est déroulée dans des conditions climatiques très difficiles, avec un peu de chaleur, beaucoup d'humidité, sans oublier l'état de la pelouse. Je pense qu'on avait quelques situations en attaque, mais le plus important est que nous n'avons pas encaissé de buts.", a déclaré Bougherra à la presse à l'issue de la rencontre. Le sélectionneur national a estimé à l'issue de ce résultat nul réalisé en terre gambienne que "le plus important pour moi c'est l'état d'esprit des joueurs, même si le travail n'est pas fini. Maintenant, c'est à nous de faire le travail à domicile où on aura besoin de nos supporters à Annaba.". "C'est un bon résultat réalisé face à une équipe puissante et des joueurs rapides devant. Nos joueurs auront la possibilité de s'exprimer techniquement au match retour. Maintenant, l'objectif est de bien récupérer pour entamer cette manche retour dans de meilleures conditions", a-t-il dit.

COUPES D'ALGÉRIE DES JEUNES À SÉTIF**Le CRB, roi des U19**

Le stade du 8 mai 1945 de Sétif a vibré ce samedi au rythme des finales de Coupe d'Algérie jeunes, avec trois affiches haletantes. Si le CR Belouizdad a brillé chez les U19, l'USM Alger et l'Olympique Akbou se sont également illustrés dans les autres catégories. Dans une finale U19 riche en rebondissements, le CR Belouizdad a arraché la Coupe d'Algérie aux dépens du MC Alger (5-4 aux tirs au but), après un match nul 2-2 au terme du temps réglementaire. Le MCA, pourtant tenant du titre, avait pris un avantage confortable de deux buts à la mi-temps. Mais les jeunes belouizdadiens, portés par une volonté sans faille, ont su renverser la vapeur en seconde période avant de faire la différence à la loterie des tirs au but. Ce sacre permet au CRB de succéder au MC Alger au palmarès de la compétition, dans un remake de la saison précédente qui avait vu le Doyen s'imposer aux tirs au but face au MC Oran.

L'USMA S'IMPOSE AVEC AUTORITÉ CHEZ LES U15

La finale U15 a également tenu ses pro-

messes, avec une belle prestation de l'USM Alger face au WA Mostaganem. Les jeunes Usmistes ont ouvert la marque en première période avant de sécuriser leur victoire dans le second acte (2-0). Cette victoire nette consacre un parcours sans faute et permet au club de Soustara d'ajouter un nouveau trophée à sa riche vitrine des jeunes catégories. Grâce à ce succès, l'USMA prend le relais de la JS Kabylie, lauréate de l'édition précédente après un large succès contre l'A Boussaâda (5-0).

AKBOU, L'ÉTOILE MONTANTE DES U17

L'autre belle surprise de la journée est venue d'Akbou. L'Olympique local a signé un exploit de taille en s'adjugeant la Coupe d'Algérie U17 après une finale accrochée face à l'ES Sétif. Le match s'est soldé par un score de parité (1-1), mais les jeunes d'Akbou ont su garder leurs nerfs aux tirs au but pour l'emporter (7-6). Une performance remarquable pour ce club en pleine ascension, qui succède ainsi au Paradou AC, champion sortant de la catégorie. Cette victoire confirme la dynamique

M. A. T.

CHAMPIONNAT ARABE D'ATHLÉTISME**L'Algérie toujours en tête du tableau des médailles**

Grâce à une moisson de 7 nouvelles médailles lors de la 3^e journée, dont trois en or, la sélection nationale algérienne conforte sa position de leader au Championnat arabe d'athlétisme senior, organisé à Oran. Une performance qui confirme la montée en puissance de l'athlétisme algérien sur la scène régionale.

La troisième journée du Championnat arabe d'athlétisme, disputée au complexe olympique Miloud-Hadefi d'Oran, a tourné à l'avantage de l'Algérie. Avec un total de 7 médailles, dont trois en or, les athlètes algériens ont démontré leur supériorité dans plusieurs disciplines. Zahra Tatar a illuminé la journée en remportant le concours du lancer du marteau avec un jet de 64,72 mètres. Les relais 4x100 m, dames et messieurs, ont également permis au pays hôte de monter sur la plus haute marche du podium. En plus des médailles d'or, Smail Nassima a décroché l'argent dans le 3000 m steeple, tandis que Ben Aoulai Haithem a pris la deuxième place au lancer du javelot. Deux médailles de bronze sont venues enrichir la moisson grâce à Gamane Nour Meriem (3000 m steeple) et Zouina Bouzebra (lancer du marteau). Ces résultats renforcent la position dominante de l'Algérie dans cette compétition régionale où la concurrence est rude, notamment face à l'Égypte, l'Arabie Saoudite et la Tunisie. La performance de Zahra Tatar illustre parfaitement l'état d'esprit conquérant des athlètes algériens. « Je suis très contente d'avoir remporté ce titre arabe. J'avais confiance en moi, même si je reviens d'une blessure. Mon objectif reste les Jeux islamiques en août et le Championnat du monde à Tokyo », a-t-elle déclaré. Un témoignage qui montre que cette génération est tournée vers l'avenir, avec des ambitions à l'échelle continentale et mondiale.

Au classement général provisoire, l'Algérie conserve solidement la première place avec 36 médailles (11 or, 12 argent, 13 bronze). L'Égypte suit avec 10 médailles (4 or, 5 argent, 1 bronze), tandis que l'Arabie Saoudite est troisième avec 11 breloques (4 or, 4 argent, 3 bronze). L'entraîneur national Saïd Ahmim s'est dit pleinement satisfait du rendement de ses athlètes, soulignant qu'ils ont su représenter dignement les couleurs nationales face à une forte concurrence arabe.

UNE ORGANISATION À LA HAUTEUR DES ATTENTES

Avec 160 athlètes issus de 12 pays, la 24^e édition du Championnat arabe confirme l'intérêt croissant pour l'athlétisme dans la région. Organisée par la Fédération algérienne d'athlétisme en collaboration avec l'Union arabe d'athlétisme, cette compétition s'affirme comme un rendez-vous incontournable de la discipline au niveau arabe, tout en offrant une scène idéale pour tester les jeunes talents en vue des échéances internationales à venir. L'athlétisme algérien a marqué les esprits... parviendra-t-il à transformer l'essai à Tokyo et dans les grands rendez-vous mondiaux à venir ?

M. A. T.

CAN FÉMININE 2025**42 arbitres dont deux algériennes en stage en Égypte**

La Confédération africaine de football (CAF) a retenu 42 arbitres, (24) centrales et (18) assistantes, dont deux algériennes pour prendre part à un stage prévu du 25 au 29 mai en Égypte, en vue de la Coupe d'Afrique des nations féminine 2025. Les deux arbitres algériennes sont : Ghada Mehat (arbitre centrale) et Ouahab Asma Feriel (arbitre assistante). Ce rassemblement s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des officielles qui pourraient être sélectionnées pour officier durant la CAN féminine. Ce stage sera dirigé par un staff de la commission des arbitres de la Confédération africaine de football (CAF) sous la conduite de son président l'Ivoirien Noumandiez Désiré Doué. La 13e édition de la Coupe d'Afrique des Nations féminine se déroulera du 5 au 26 juillet 2025, offrant une nouvelle occasion de célébrer l'excellence du football féminin sur le continent.

PREMIER LEAGUE**Arsenal se rate avant le sommet à Paris**

Arsenal s'est fait renverser par Bournemouth (2-1) samedi à domicile, une rare défaite en Premier League qui tombe au plus mal, dans le sprint final et avant la demi-finale retour de Ligue des champions contre le PSG.



Paris a perdu à Strasbourg avec ses remplaçants et Arsenal a perdu chez lui avec son équipe type, sur le même score, quatre jours avant leurs retrouvailles au Parc des princes. "Croyez-y et emmenez-nous à Munich" ("Believe and take us to Munich"), avaient écrit des supporters samedi à l'Emirates sur une banderole, en référence à la finale européenne du 31 mai. Au coup de sifflet final, pourtant, les tribunes avaient commencé à se vider, déçues par la prestation des Gunners. Deuxième depuis fin décembre, Arsenal (2e, 67 pts) voit Manchester City (3e, 64 pts) revenir à trois points, à trois journées de la fin. Et Newcastle (4e, 62 pts) peut aussi se rapprocher s'il gagne dimanche à Brighton. Les Londoniens marquent le pas en championnat, avec une seule victoire (et trois nuls) en cinq matches, et leur moral ne sera pas optimal au moment d'arriver au Parc. La défaite de samedi a créé "beaucoup de rage, de colère, de frustration et une sensation désagréable dans le ventre. Nous devons donc nous en servir mercredi pour réaliser une grosse performance à Paris, gagner le match et remporter la finale", a réagi Mickel Arteta.

PARTEY ALIGNÉ

Fidèle à ses principes, l'entraîneur avait pourtant aligné son équipe-type pour entretenir la dynamique sportive, plutôt que de jouer la carte de la rotation.

Seul le forfait de Jurrien Timber l'a contraint à un changement au poste d'arrière droit, où Ben White a officié. Thomas Partey, suspendu mardi contre Paris, a lui fait son retour

comme milieu défensif. La présence du Ghanéen a permis à Declan Rice de retrouver sa place de milieu relayeur, un atout considérable offensivement pour les Gunners. L'Anglais de 26 ans a apporté le danger très tôt sur des frappes (15e, 17e), il a été proche de marquer de la tête (19e) et il a ouvert le score avec le sang froid d'un buteur (34e, 1-0). Mais Bournemouth (8e, 53 pts) n'a pas abdicqué, au contraire, et a mis l'intensité nécessaire pour renverser le match en seconde période, sur des phases arrêtées. Antoine Semenyo a envoyé une longue touche sur la tête de Dean Huijsen (67e, 1-1), puis Evanilson a bonifié un corner en reprenant au second poteau le ballon dévié par un partenaire (75e, 1-2).

VILLA SE PREND

Victime du PSG en quarts de finale, Aston Villa a lui fait ce qu'il fallait pour retrouver la Ligue des champions la saison prochaine, samedi avec un succès 1-0 contre Fulham qui

le rapproche des places qualificatives.

"Nous y avons goûté cette saison et nous voulons recommencer", a commenté le buteur du jour, Youri Tielemans, sur TNT Sports. Le milieu belge a catapulté de la tête un corner du capitaine John McGinn (12e, 1-0) et redonné de l'élan à une équipe qui en avait bien besoin. Les "Villans" ont en effet enchaîné les déceptions récemment, de l'élimination en C1 à celle en Coupe d'Angleterre, en passant par la défaite en championnat contre Manchester City, un rival direct. L'équipe d'Unai Emery est septième avec 60 points, soit le même total que Chelsea (5e) et Nottingham Forest (6e), qui jouent respectivement contre Liverpool, dimanche, et contre Crystal Palace, lundi. Les autres rencontres de l'après-midi n'avaient aucun enjeu pour le classement puisque Ipswich était déjà relégué avant son déplacement à Everton (2-2), comme Leicester et Southampton (2-0).

LIGA**Le Barça s'arrache pour l'emporter chez la lanterne rouge**

Barcelone a souffert pendant une mi-temps face à la lanterne rouge Valladolid, déjà reléguée, avant de l'emporter (2-1) et de tenir à distance son dauphin le Real Madrid en tête de la Liga. À quatre journées de la fin, le Barça compte sept points d'avance sur son grand rival, qui reçoit le Celta Vigo dimanche après-midi (14h00) avant de se déplacer dans huit jours à Barcelone pour le "clásico" retour. Ce succès obtenu dans la douleur grâce à des buts de Raphinha (54e) et de Fermin Lopez (60e) après l'ouverture précoce du score d'Ivan Sanchez Aguayo pour Valladolid (6e) permet aux Barcelonais de se tourner désormais vers la demi-finale retour de Ligue des champions mardi à Milan face à l'Inter

(3-3 à l'aller). Face à Valladolid, un club habitué aux allers-retours entre première et deuxième divisions et déjà condamné avec 16 points après 33 journées, l'équipe catalane s'est présentée avec un onze largement renouvelé, avec neuf changements par rapport au match aller face à l'Inter.

L'entraîneur allemand Hansi Flick a dû compenser les absences des blessés Robert Lewandowski et Jules Koundé. Il a choisi aussi de faire souffler certains cadres comme sa pépite Lamine Yamal, l'attaquant Raphinha ou le gardien Wojciech Szczęsny, avant le match de mardi à San Siro. Marc-André ter Stegen, absent depuis septembre en raison d'une blessure à un genou, a fait son retour dans les cages. Le jeune

attaquant bissau-guinéen Ansu Fati, ancienne pousse du centre de formation blaugrana au temps de jeune désormais famélique, a été titularisé d'entrée. Dans ce match des extrêmes, les joueurs de Valladolid, que leur propriétaire et ancienne star brésilienne Ronaldo souhaitent céder, ont tenu à vendre chèrement leur peau. Dès la 6e minute, une frappe déviée d'Ivan Sanchez Aguayo a lobé Ter Stegen et le bloc défensif d'un club qui n'a plus gagné depuis le 11 janvier contre le Betis (1-0) et a enchaîné depuis 13 défaites et un nul a posé d'énormes problèmes aux attaquants barcelonais.

"Quand on effectue neuf changements dans l'équipe, ce n'est pas facile pour les joueurs", a admis Flick au micro de DAZN,

qui s'est dit "au final satisfait des trois points supplémentaires". Une frappe d'Ansu Fati a certes obligé le gardien Andre Ferreira à une parade spectaculaire mais le bilan barcelonais était maigre. Lamine Yamal est entré dès la 38e minute après la blessure de Daniel Rodriguez pour redonner un peu d'allant à ses coéquipiers mais ce sont les entrées après la pause de Raphinha et de Frenkie De Jong qui ont inversé la tendance en annihilant les espoirs des "Pucelanos" de signer un authentique exploit. Même dans la difficulté, les Barcelonais poursuivent leur quête d'un quadruplé historique, la Liga et la Ligue des champions pour s'ajouter à la Coupe du Roi et à la Supercoupe d'Espagne déjà gagnées.

BUNDESLIGA

Le Bayern "quasiment champion" malgré son nul concédé à Leipzig

Rejoint à la toute fin d'une rencontre complètement folle, le Bayern a laissé filer la victoire samedi sur la pelouse de Leipzig (3-3), mais ce point du match nul lui assure quasiment son 34^e titre de champion d'Allemagne.



Les hommes de Vincent Kompany comptent 76 points, soit neuf de plus que les 67 du Bayer Leverkusen, qui doit encore jouer trois fois en Bundesliga cette saison, à commencer par un déplacement sur la pelouse de Fribourg dimanche (17h30). En cas d'égalité en fin de saison, c'est la différence générale de buts qui sert à départager les équipes, et le Bayern compte trente buts d'avance sur Leverkusen, champion d'Allemagne en titre (+61 contre +31). Si le Werkself (le onze de l'usine, surnom de l'équipe du club fondé en 1904 par le chimiste Bayer) ne s'impose pas dimanche en Forêt Noire, le titre de champion sera mathématiquement assuré pour les coéquipiers de Thomas Müller, capitaine samedi en l'absence de Manuel Neuer. Sinon, le Bayern aura une deuxième balle de titre samedi prochain (18h30) sur sa pelouse de l'Allianz Arena contre le Borussia Mönchengladbach, où un match nul sera alors suffisant pour mettre Leverkusen définitivement

hors de portée avant la dernière journée. "C'est un peu étrange à cause de cette égalisation. Je me sens totalement comme un champion, mais nous ne le sommes pas encore vraiment", a parfaitement résumé Thomas Müller après sa 501^e rencontre de Bundesliga avec le Bayern, au micro du diffuseur Sky. "Dommage", a souligné le directeur sportif Christoph Freund, ajoutant avec un sourire: "Nous sommes quasiment champions. Il y a déjà eu des matches nuls plus amers que celui d'aujourd'hui". Samedi en fin d'après-midi, sous une pluie battante, le Bayern est passé à côté de sa première période, totalement inoffensif en attaque et puni par le Slovène Benjamin Sesko d'un superbe extérieur du pied droit lobé (11e) et par l'Allemand Lukas Klostermann (39e), à la réception d'un coup franc de David Raum.

DORTMUND REPASSE QUATRIÈME

Au retour des vestiaires, les

Munichois ont affiché un tout autre visage, notamment grâce aux entrées en jeu du Français Kingsley Coman et de l'Allemand Leon Goretzka. Sous l'impulsion de la révélation de la saison, le Français Michael Olise, les Bavarois se sont relancés en l'espace de 46 secondes. L'international français, encore une fois le meilleur joueur du Bayern samedi, a d'abord trouvé Eric Dier (62e) sur un corner tiré au premier poteau, puis a égalisé (63e).

Leroy Sané pensait avoir inscrit le but du titre à la 83^e minute (3-2), trompant pour la troisième fois le gardien du RB Leipzig d'une puissante frappe. Et alors que la colonie des 5.000 supporters du Bayern célébrait un titre qui lui tendait les bras depuis une bonne dizaine de minutes, Yussuf Poulsen est venu égaliser dans les dernières secondes du temps additionnel, et doucher les espoirs munichois qui devront encore un tout petit peu patienter pour célébrer officiellement la reconquête du titre national,

cédé à Leverkusen la saison passée après 11 sacres consécutifs entre 2013 et 2023.

Privé du match à Leipzig à cause d'un cinquième carton jaune cette saison en Bundesliga reçu la semaine dernière contre Mayence (le premier remontait à la fin août!), Harry Kane sera de retour sur la pelouse la semaine prochaine pour un premier titre dans sa carrière à 31 ans.

Si la lutte pour le titre est toute proche de son dénouement, celle pour la prochaine Ligue des champions risque d'animer la fin de saison en Allemagne, avec un suspense entier pour la quatrième place, qui offre le dernier ticket. Vainqueur de Wolfsburg (4-0) grâce à des doublés de Serhou Guirassy (ses 18^e et 19^e buts de la saison) et Karim Adeyemi, le Borussia Dortmund s'est emparé de cette quatrième place avec 51 points (+13), devant Fribourg (51, -3) avant de recevoir Leverkusen, alors que Leipzig compte un point de retard (50).

SERIE A

Naples et l'Inter assurent l'essentiel

Tous les deux vainqueurs sur la plus petite des marges, respectivement à Lecce (0-1) et face au Hellas Vérone (1-0), Naples et l'Inter, qui avait pourtant largement fait tourner avec 10 changements, maintiennent le statu quo en tête de la Serie A. A

trois journées de la fin, les Napolitains conservent trois points d'avance sur les tenants du titre.

Il ne reste plus que trois journées à l'Inter Milan pour conserver sa couronne. Cette 35^e opus de la Serie A 2024-2025 n'aura absolument rien changé dans cette course au titre indécise entre Napolitains et Interistes. Tous les deux vainqueurs sur l'exact même score (1-0), respectivement à Lecce et face au Hellas Vérone, Naples et Inter conserve le même écart de trois points, en faveur des Partenopei.

SERVICE MINIMUM POUR NAPLES

En déplacement sur la pelouse de Lecce, en pleine course pour le maintien, comme le Hellas Verone, Naples n'aura pas connu le match le plus maîtrisé et dominateur de sa saison (56% de possession mais seulement 2 tirs cadrés). Mais dans un match marqué par l'émotion de l'hommage rendu à Graziano Fiorita, le kiné de Lecce tragiquement décédé fin avril, les joueurs d'Antonio Conte pensait avoir fait le plus dur avec un but d'entrée de Romelu Lukaku (2e), finalement hors-jeu d'un talon. Ce n'était que parti remise.

Sur un coup franc à l'entrée de la surface, Raspadori a trompé Falcone, pas très bien placé sur le coup, côté gardien et libéré une équipe napolitaine pas très frin-

quante (24e). Il ne s'en est pas fallu de beaucoup pour voir Lecce recoller mais la tête de Gaspar s'est écrasée sur la barre de Meret (37e). Le portier italien s'est ensuite chargé de garder l'avance des siens face à Helgason (52e) pour garantir un succès très précieux dans la course au titre, puisqu'il maintient l'Inter à trois longueurs.

UN PÉNALTY ET C'EST TOUT POUR L'INTER

Avec un onze de départ particulière-

ment remanié (10 changements par rapport à l'équipe qui avait débuté à Barcelone mercredi), la formation de Simone Inzaghi n'a pas brillé non plus ce samedi dans une rencontre assez terne (9 tirs et 2 cadrés) où le demi-finaliste de Ligue des champions n'aura pas douté bien longtemps.

Il aura suffi d'un penalty d'entrée, sanctionnant une main de Nicolás Valentini et transformé par Kristijan Asllani (9e) au bonheur des Interistes.

REAL MADRID

Sept joueurs pourraient être mis à la porte

Alors que le Real Madrid prépare sa révolution estivale, la presse ibérique nous apprend que jusqu'à 7 joueurs pourraient être poussés vers la porte lors du mercato. L'été va être mouvementé à Madrid. Forcément, les mauvais résultats du club de la capitale espagnole cette saison - éliminé en quarts de Ligue des Champions et défait en finale de Copa del Rey - vont avoir des conséquences et certains hommes vont en faire les frais. A commencer par Carlo Ancelotti, l'entraîneur italien, qui devrait quitter son poste dans les prochaines semaines. Santiago Solari assurera un court intérim pour

le Mondial des Clubs, puis les clés du camion seront confiées à Xabi Alonso, objectif de longue date de la direction merengue.

Mais forcément, c'est surtout dans l'effectif que ça va bouger. Comme l'indique Relevo, quatre recrues pourraient débarquer en terres madrilènes entre le début du mois de juillet et la fin du mois d'août, dont Trent Alexander-Arnold, qui arrivera de Liverpool en fin de contrat. Un défenseur central, un milieu de terrain et un attaquant au profil de Joselu sont aussi attendus selon la publication espagnole, qui évoque aussi le dossier des départs. Jusqu'à

sept joueurs pourraient ainsi être mis à la porte, à commencer par les trois qui sont en fin de contrat: Luka Modric, Lucas Vazquez et Jesus Vallejo.

DU BEAU MONDE À LA PORTE !

Si les deux premiers devraient être prolongés de deux semaines, histoire de pouvoir jouer le Mondial des Clubs, leur avenir à Madrid est pratiquement scellé. Viennent ensuite David Alaba et Rodrygo. La direction du Real Madrid serait partisane d'une vente de l'Autrichien, mais elle sait qu'avec son gros salaire et ses mauvaises prestations récentes, cela risque d'être dif-

ficile. Quant au Brésilien, ce sera en revanche plus simple, avec plusieurs cadors de Premier League qui sont déjà venus aux nouvelles ces dernières semaines.

Enfin, Ferland Mendy et Fran Garcia ne sont pas considérés comme indispensables et le Real Madrid attend aussi des offres, même si les deux hommes n'ont a priori pas envie de partir. Si Vinicius Jr avait été considéré comme un potentiel partant, tout le monde à Madrid semble désormais convaincu qu'il restera et qu'il recalera définitivement l'Arabie saoudite. Un été mouvementé s'approche sous le soleil madrilène !

SANS CLUB DEPUIS SON DÉPART DU BARÇA L'ÉTÉ DERNIER

Xavi vers l'Arabie saoudite ?

Libre depuis son départ de Barcelone il y a un an, Xavi Hernandez pourrait se voir offrir une opportunité de rebond dans les prochaines semaines.

Un an s'est écoulé depuis la (vraie) annonce de départ de Xavi du Barça. Une année durant laquelle l'Espagnol a pu se reconnecter avec ses proches, mais aussi dévorer des matches de football à la pelle. Dernièrement, le technicien de 45 ans avait déclaré visionner des matches du championnat de France, mais aussi de Premier League, Bundesliga, ou encore des championnats qataris, portugais et saoudiens.

«Je recherche un projet passionnant, j'ai l'ambition de gagner des trophées. C'est l'objectif principal. J'écouterai les différentes offres», avait-il ajouté, exprimant son envie de gagner «la Ligue des Champions, la Coupe du Monde», mais aussi de revenir diriger un club espagnol à l'avenir. Ces derniers mois, son nom a plutôt été lié à des clubs comme l'AC Milan, Manchester United (avant l'arrivée d'Amorim), ou encore l'Inter Miami, où évoluent ses anciens coéquipiers Messi, Busquets, Alba et Suarez. Et voilà qu'une nouvelle information prend de l'ampleur sur son avenir.

UN RETOUR DANS LE GOLFE ?

Ce samedi, Sky Sports Germany évoque effectivement une toute nouvelle piste. Seulement quelques heures après le renvoi de l'entraîneur portugais Jorge Jesus, le média allemand affirme que l'ex-Catalan est un profil sérieusement étudié par la direction d'Al-Hilal (Al-Hilal est 2^e de Saudi Pro League à 6 points du leader Al-Ittihad). La formation saoudienne souhaite installer un entraîneur renommé au poste, et Xavi coche de nombreuses cases.

L'ancien international espagnol a laissé un excellent souvenir dans le Golfe, avec des résultats probants sur le banc d'Al-Sadd au Qatar entre 2019 et 2021. Là-bas, il avait été élu meilleur entraîneur du championnat en 2021, après un doublé Coupe - Championnat. C'est cette expérience qui lui avait ensuite ouvert les portes de Barcelone, où Hansi Flick, cette saison, a pu récolter les fruits de son travail opéré dans un contexte très défavorable. Reste à savoir si le concerné sera intéressé par l'idée de quitter le Vieux Continent après une seule expérience.

APRÈS DES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES

La Tanzanie et le Malawi mettent fin à l'impasse commerciale

La Tanzanie et le Malawi ont mis fin à leur impasse commerciale après des discussions bilatérales qui ont réaffirmé «un engagement commun à renforcer le commerce», à favoriser la coopération économique et à résoudre les problèmes existants.

Un communiqué signé conjointement et publié vendredi après une réunion bilatérale entre de hauts responsables des deux pays a indiqué qu'ils avaient convenu de lever les restrictions commerciales, s'engageant à finaliser les cadres juridiques nécessaires à la signature de l'Accord sur le régime commercial simplifié (STRA). Les deux délégations ont réaffirmé leur engagement à finaliser le cadre juridique pertinent pour le STRA et à le mettre en œuvre dès l'achèvement des processus juridiques nationaux d'ici le 30 mai, indique le communiqué signé par le ministre tanzanien des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine Mahmoud Thabit Kombo et la ministre malawite des Affaires étrangères Nancy Gladys Tembo. Selon le communiqué, le Malawi a apprécié la décision de la Tanzanie de lever l'interdiction d'importation de plantes et de produits végétaux en provenance du Malawi, imposée par la Tanzanie le 23 avril. En réciprocité, le gouvernement du Malawi s'est engagé à délivrer un instrument administratif aux autorités compé-



tentes pour faciliter les importations et les exportations entre les deux pays, à compter de la date de ce communiqué, indique le communiqué. Les tensions ont commencé en mars après que le Malawi a imposé des restrictions sur certains produits agricoles en provenance de Tanzanie, et se sont intensifiées en avril lorsque la Tanzanie a mis en œuvre des mesures réciproques. La Tanzanie a également imposé des restrictions similaires à l'Afrique du Sud, qui avait bloqué les

importations agricoles en provenance de Tanzanie. Toutefois, dans un avis public publié le 25 avril, le ministre tanzanien de l'Agriculture, Hussein Bashe, a confirmé que les restrictions avaient été suspendues, à compter du 23 avril. L'interdiction a été officiellement levée le 26 avril à la suite d'ouvertures diplomatiques du Malawi et de l'Afrique du Sud, visant à favoriser le dialogue et à renforcer la coopération.

R. I.

MALGRÉ LE CLIMAT DE RÉPRESSION ET LES RISQUES DE REPRÉSAILLES

Des centaines de manifestants sortent à Bamako contre la "dictature"

Des centaines de personnes ont manifesté samedi à Bamako, à l'appel d'une large coalition de partis politiques maliens contre la "dictature" et pour dénoncer leur prochaine dissolution par les autorités militaires, ont rapporté des médias. "Vive la démocratie, à bas la dictature!", ont scandé les manifestants réunis au Palais de la culture, près du fleuve Niger, selon des médias et des images publiées sur les réseaux sociaux. Plusieurs d'entre eux ont brandi des pancartes réclamant "la liberté, la démocratie" et "des élections" alors que les militaires putschistes ont manqué à leur engage-

ment de transférer le pouvoir aux civils en mars 2024, après deux coups d'Etat militaires en 2020 et 2021. La manifestation constitue l'un des actes de contestation les plus visibles contre les putschistes depuis 2021. Elle s'est tenue malgré le climat de répression et les risques de représailles. Les partis politiques avaient appelé les Maliens à se joindre à eux samedi pour "défendre la démocratie", "le droit de penser, de parler et d'agir", et rejeter les conclusions des "consultations de forces vives qui n'en sont pas". Les partis dénoncent la participation, lors de ces "consultations", de responsables administra-

tifs et tout particulièrement des gouverneurs de région qui "ont joué le rôle de porte-parole alors que des fonctionnaires ne devraient pas être utilisés pour inciter à violer la Constitution", selon les termes d'un chef de parti en première ligne dans la mobilisation. Une plainte sera déposée devant la justice malienne, selon plusieurs chefs de partis, qui indiquent qu'une équipe d'avocats doit être constituée en ce sens. Le processus de dissolution des partis a déjà été enclenché, avec l'adoption, mercredi en Conseil des ministres maliens, d'un projet de loi abrogeant la Charte des partis politiques.

R. I.

L'ÉTAT DU CLIMAT EN AFRIQUE

L'OMM publiera son rapport dimanche prochain

L'Organisation météorologique mondiale (OMM), publiera le 12 mai, son rapport sur l'état du climat en Afrique en 2024, une publication annuelle qui fournit des informations faisant autorité sur les régimes climatiques et leurs impacts sur le continent africain, a annoncé l'Organisation. L'événement de lancement réunira des représentants de haut niveau des gouvernements africains, des agences des Nations Unies, des institutions scientifiques et des partenaires de développement, selon l'OMM. Les participants exploreront les principales conclusions du rapport et engageront des discussions sur le renforcement de la résilience, le soutien aux systèmes d'alerte précoce et l'accélération des investissements et des efforts d'adaptation climato-intelligents en Afrique, a-t-elle ajouté.

R. I.

NIGERIA

Au moins 11 soldats tués dans une attaque terroriste

Au moins 11 soldats nigériens sont morts dans une attaque terroriste dans l'état de Yobe, dans le nord-est du Nigeria, indiquent des sources militaires. Des terroristes ont attaqué dans la soirée de vendredi dernier, une base dans la ville de Buni Gari, tuant 11 soldats et incendiant la base après un violent échange de tirs, ont déclaré deux sources militaires. "Les terroristes, à bord de plusieurs camions et armés de mitrailleuses lourdes et de lance-roquettes, ont attaqué la base et l'ont incendiée après avoir tué 11 soldats", a déclaré un officier. "Le bilan pourrait s'alourdir car de nombreux soldats sont portés disparus et leur sort reste inconnu", a-t-il ajouté. La base de Buni Gari, située à 60 km de Damaturu, la capitale de l'état de Yobe, a été attaquée à plusieurs reprises par des terroristes.

R. I.

LUTTE ARMÉE DE LIBÉRATION SAHRAOUIE

Des positions des forces d'occupation marocaines ciblées dans le secteur de Smara

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé les bases des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Smara, leur infligeant de "lourdes pertes humaines et matérielles", indique un communiqué militaire de la Direction centrale du Commissariat politique de l'Armée sahraouie. "Des détachements avancés de l'Armée sahraouie ont ciblé, samedi, par d'intenses bombardements, les retranchements et les bases des forces d'occupation marocaines dans les régions d'Oued Win Tergat, d'Agisgor Win Tergat et d'Amelgui Ghalia dans le secteur de Smara", précise le communiqué militaire rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS). Les unités de l'Armée sahraouie ont également ciblé "les bases de l'ennemi dans les régions d'Amelgui Leghnam et de Rous Oudyat Amargba dans le secteur d'Amgala, leur infligeant de lourdes pertes", conclut le communiqué.

R. I.

SOUDAN DU SUD

Sept personnes tuées dans le bombardement d'un hôpital

Au moins sept personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres ont été blessées dans une attaque aérienne contre un hôpital de l'organisation internationale Médecins sans frontières au Soudan du Sud, ont rapporté dimanche des médias. Le bombardement a détruit l'unique hôpital de la ville d'Old Fangak et sa pharmacie. Le chef de la mission MSF au Soudan du Sud, Mamman Mustapha, a condamné l'attaque, soulignant que "l'établissement était la seule source de soins vitaux pour plus de 40.000 personnes". "Les attaques contre les installations médicales sont inacceptables et constituent une violation flagrante du droit international humanitaire. Nous appelons toutes les parties au conflit à assurer la protection des civils et des infrastructures humanitaires", a-t-il souligné. La situation au Soudan du Sud s'est détériorée le 4 mars, lorsque la ville de Nasir (nord-est), est devenue le théâtre d'affrontements entre les troupes régulières et les milices de l'Armée blanche des Nuers, groupe lié à l'opposition armée. A l'issue d'intenses combats, les milices ont pris le contrôle de Nasir et se sont emparées de la base militaire située dans la ville. Fin mars, des combats ont éclaté entre des unités du Mouvement populaire de libération du Soudan en opposition et les forces gouvernementales dans le nord du Soudan du Sud.

R. I.

L'UNICEF SUR LA SITUATION DES ENFANTS SOUDANAIS

« Ils sont touchés par une catastrophe humanitaire de plus en plus grave »

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) a appelé à la cessation des combats au Soudan où les enfants sont les plus touchés par une catastrophe humanitaire "de plus en plus grave". "Alors que les combats s'intensifient au Darfour, au Soudan, les enfants sont les plus touchés par une catastrophe humanitaire de plus en plus grave", a écrit l'Unicef dans un message publié hier, sur les réseaux sociaux. "Ces violences et ces combats doivent cesser", a-t-elle souligné.

L'Unicef a rappelé qu'elle est sur le terrain "pour soutenir les personnes déplacées en leur fournissant des fournitures vitales en matière de santé, de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène".

Mercredi dernier, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'était dit "consterné" par la situation "de plus en plus catastrophique" dans l'Etat soudanais du Darfour septentrional, alors que les attaques meurtrières se poursuivent contre El-Fasher, réitérant son appel à faciliter un accès humanitaire "sûr et sans entrave" dans ce pays, en proie à un conflit depuis avril 2023 qui oppose l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR). A cet égard, M. Guterres avait évoqué l'ampleur des besoins, des personnes "désespérées", principalement des femmes et des enfants, traversant la frontière vers le Tchad en quête de sécurité et d'assistance.

R. I.

DE RETOUR DES ETATS UNIS

Le président serbe Aleksandar Vucic hospitalisé en urgence

Le président serbe a dû écourter sa visite aux États-Unis, où il n'a pas pu rencontrer le président Donald Trump. Il a été hospitalisé, samedi « en urgence dans un hôpital militaire de Belgrade à cause d'un malaise » selon le communiqué de son cabinet.

Dès son retour des États-Unis en Serbie, le président serbe Aleksandar Vucic a été transféré en urgence dans un hôpital militaire de la capitale Belgrade, samedi a indiqué son cabinet sans fournir de plus amples détails sur les raisons de son hospitalisation.

Aleksandar Vucic « a été admis à l'Académie médicale militaire immédiatement après



son atterrissage » à Belgrade, a déclaré le cabinet du président, ajoutant que « des informations plus détaillées » seront fournies « en temps utile » concernant son état de santé. Il est à noter que le président serbe avait été hospitalisé en 2019 pour des « problèmes cardiovasculaires », rapportent plusieurs médias.

Aleksandar Vucic a dû écourter sa visite aux États-Unis, où il devait s'entretenir avec Donald Trump.

RENCONTRE MANQUÉE AVEC TRUMP

Selon les médias qui couvrent cette visite, il avait décidé de rentrer en Serbie, « suite à

un malaise ». Le chef d'État serbe avait annoncé la veille de son déplacement, entamé le 30 avril dernier, deux rencontres avec le président américain Donald Trump « au cours des quatre prochains jours ». Un journal serbe proche du pouvoir avait rapporté qu'une rencontre devait avoir lieu à Mar-a-Lago, la résidence de Donald Trump en Floride.

Avant son départ des États-Unis, Vucic avait toutefois pu rencontrer l'ancien maire de New York et ancien avocat personnel de Trump, Rudy Giuliani.

LA VISITE DU PRÉSIDENT SERBE À MOSCOU SERAIT MAINTENUE

Dans une conférence de presse datant du 1er mai, le président serbe a déclaré aux journalistes qu'il se rendrait à Moscou, après la fin de sa visite aux États-Unis, et ce afin d'assister au défilé de la Victoire le 9 mai à Moscou.

R. I.

CÉRÉALES

La production mondiale enregistre un léger repli par rapport à 2024

La production mondiale de céréales devrait s'établir à 2.848 millions de tonnes pour la campagne 2024-2025, enregistrant un léger repli par rapport à l'année précédente, en raison principalement d'une baisse de la production de maïs, a indiqué l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

(FAO). L'utilisation mondiale de céréales est, pour sa part, estimée à 2.870 millions de tonnes, soit une progression de 1 % par rapport à 2023-2024, explique la FAO dans son dernier bulletin sur l'offre et la demande de céréales, regroupant des prévisions actualisées sur le marché mondial des céréales. Les stocks mondiaux devraient atteindre 868,2 millions de tonnes à la fin de la campagne, en recul de 1,9 % par rapport à leur niveau d'ouverture, selon la même source. Le volume des échanges mondiaux de céréales pour la campagne 2024-2025 est estimé à 478,6 millions de tonnes, en baisse de 6,8 % sur un an. Cette contraction est liée principalement à la diminution du commerce du blé (-7,4 %) et des céréales secondaires (-8,2 %), sous l'effet d'une demande réduite en Chine et de la baisse des exportations de maïs du Brésil et d'orge de Russie. À l'inverse, les échanges de riz devraient atteindre un niveau record de 60,4 millions de tonnes, en légère hausse de 1,2 %. Par ailleurs, la production mondiale de blé pour la pro-

chaine saison (2025/2026) est estimée à 795 millions de tonnes, un volume stable par rapport à 2024, selon les prévisions de la FAO.

UNE PRODUCTION DE BLÉ STABLE OU SUPÉRIEURE À LA MOYENNE EN AFRIQUE DU NORD

L'amélioration des conditions météorologiques dans le sud de l'Europe soutient les perspectives de rendement, confortant l'hypothèse d'un rebond de la production après le repli enregistré en 2024. Toutefois, la sécheresse et les températures anormalement élevées observées en avril soulèvent des inquiétudes quant aux rendements. En Russie et en Ukraine, les perspectives sont affectées par des conditions météorologiques défavorables et les répercussions du conflit. Aux États-Unis, des craintes liées à la sécheresse pourraient peser sur la production, tandis qu'au Canada, les semis de blé de printemps ont débuté avec des prévisions proches de la moyenne.

R. I.

BOLIVIE

Le président du Sénat dans la course à la présidence

Le président du Sénat bolivien, Andronico Rodríguez, considéré jusqu'à récemment comme l'un des plus proches alliés de l'ex-président de gauche Evo Morales, a annoncé sa candidature à la présidence pour les élections générales du 17 août. Debout sur un podium surmonté d'une banderole portant l'inscription "Andronico presidente", M. Rodríguez, 36 ans, a mis fin aux rumeurs entourant sa candidature lors d'un rassemblement à Oruro, à 220 km au sud de La Paz. "Je veux remercier tous les amis présents et je veux exprimer en réponse à cette demande: j'accepte", a lancé Andronico Rodríguez à ses partisans, qui ont célébré sa décision. M. Rodríguez est le troisième dirigeant de gauche en lice, en plus de l'actuel président Luis Arce, qui a pris ses fonctions en 2020 et cherchera à se faire réélire, et de M. Morales, qui a gouverné la Bolivie à trois reprises entre 2006 et 2019 et s'est présenté à cette élection présidentielle. Tous trois faisaient partie de l'aile dirigeante du Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti au pouvoir en Bolivie, mais le différend entre M. Arce et Morales a déchiré la formation. M. Rodríguez est toujours vice-président du puissant syndicat des producteurs de coca de Bolivie, l'épine dorsale de la gauche bolivienne, et n'a que M. Morales, qui le dirige, au-dessus de lui.

R. I.

APRÈS UN AN DE GOUVERNEMENT DE DROITE

Le Portugal en campagne électorale des législatives

La campagne électorale pour les législatives anticipées du 18 mai, a débuté hier, au Portugal, pour les troisièmes qui se tiennent depuis janvier 2022, pour lesquelles le gouvernement sortant de droite modérée fait figure de favori, mais sans la garantie qu'une victoire assurerait la stabilité du prochain exécutif. Le scrutin de mars 2024 avait vu le pays basculer à droite après huit années de gouvernements socialistes, mais la coalition emmenée par le Premier ministre Luís Montenegro, un juriste de 52

ans, ne disposait pas de majorité au Parlement, où elle a perdu un vote de confiance en mars sur fond de soupçons de conflit d'intérêt.

D'après les enquêtes, son Alliance démocratique (AD) est désormais créditée de 32,5% des intentions de vote, contre 27,3% pour le Parti socialiste (PS) et 17% pour la formation d'extrême droite Chega ("Assez"), selon un agrégateur de sondages fourni par la Radio Renascença. Mais la coalition gouvernementale a cette fois-ci "fait le pari d'obtenir une majorité

absolue" en négociant le soutien d'une formation libérale créditée de 7% des voix, souligne la politologue Marina Costa Lobo, de l'Institut des sciences sociales (ICS) de l'Université de Lisbonne. "Mais même cela peut ne pas suffire et, par conséquent, la question de la stabilité gouvernementale est absolument centrale", insiste-t-elle. Avant d'arpenter le pays pendant les deux prochaines semaines, les candidats des partis représentés au Parlement s'affronteront dimanche soir lors d'un débat télévisé.

R. I.

SUR L'ENVOI DE L'ARMÉE CONTRE LES CARTELS DE LA DROGUE

La présidente du Mexique rejette l'offre du président Trump

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a déclaré dans un discours qu'elle avait rejeté l'offre de son homologue américain Donald Trump d'envoyer son armée au Mexique pour lutter contre les cartels de la drogue. Lors d'un événement public, Mme Sheinbaum a fait référence aux informations du Wall Street Journal selon lesquelles le président américain avait fait pression sur elle pour que le Mexique accepte la présence de soldats américains sur son territoire. "C'est vrai (...), mais pas comme ils le disent", a dit Mme Sheinbaum, expliquant que lors d'un appel, M. Trump lui avait demandé comment il pouvait l'aider à lutter contre le crime organisé et avait proposé d'envoyer l'armée. "Je lui ai dit: +Non président Trump, le territoire (du Mexique) est inviolable, la souveraineté est inviolable (...), nous n'accepterons jamais la présence de l'armée américaine sur notre territoire+", a-t-elle ajouté. Elle a expliqué qu'elle avait proposé au président américain de collaborer et de partager des informations. Mme Sheinbaum a toutefois demandé à M. Trump de mettre un terme au trafic d'armes qui alimente les gangs criminels, l'une des causes d'une vague de violence qui dure depuis près de vingt ans et a fait plus de 450.000 victimes. "Hier (vendredi), le président (américain) a donné un ordre afin que tout soit mis en oeuvre pour empêcher les armes d'entrer dans notre pays depuis les États-Unis", a-t-elle souligné.

R. I.

80E ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE ANTIFASCISTE

La Chine et la Russie organisent une exposition d'art à Beijing

Une exposition d'art sera organisée à Beijing pour commémorer le 80e anniversaire de la victoire de la guerre mondiale antifasciste et promouvoir les échanges artistiques entre la Chine et la Russie. L'exposition, dont le thème est « Paix et amitié – Commémoration du 80e anniversaire de la victoire de la guerre mondiale antifasciste », est co-organisée par l'Association populaire de Pékin pour l'amitié avec les pays étrangers et le Centre culturel russe de Pékin, entre autres. Les artistes chinois et russes âgés de 18 à 45 ans sont invités à soumettre leurs œuvres. La période de soumission se termine mi-juin, l'évaluation étant prévue fin juin. Une exposition hors ligne aura lieu au Monument du Millénaire de Chine à Pékin du 7 au 16 août. Au total, 80 participants recevront des prix, dont 15 lauréats de la première place, 25 de la deuxième place et 40 de la troisième place de chaque pays.

R. I.

FACE À L'ABSENCE D'UNE MAJORITÉ ET AUX RISQUES DE BLOCAGE

Le PM français pense faire adopter le budget 2026 par voie référendaire

Le chef de l'exécutif de France, François Bayrou envisage la tenue d'un référendum sur le budget 2026 pour impliquer les citoyens dans un plan de redressement visant à réduire le déficit public, en l'absence d'une majorité parlementaire et de peur des risques de blocage.



D'après le Premier ministre Bayrou, cette solution « permettrait d'éviter blocages et tensions » selon ses propos à un média français, sans manquer de rappeler que la dernière décision revient à celui qui l'a nommé à la tête de l'exécutif, soit le président Emmanuel Macron, indiquant que « la décision finale revient au président de la République ». Le Premier ministre François Bayrou envisage, selon ses déclarations de consulter directement les Français sur le budget 2026, confiant au Journal du dimanche qu'il réfléchis-

sait « à l'organisation d'un référendum sur ce sujet financier majeur ». Indiquant que « les enjeux sont d'une telle importance qu'ils méritent l'implication directe des citoyens », il ajoute que « Je pense que la question est assez grave, assez lourde de conséquences pour l'avenir de la nation, pour qu'elle s'adresse directement aux citoyens. » Le chef du gouvernement souhaite soumettre à l'approbation populaire une straté-

gie budgétaire globale, qui nécessitera, selon lui, « une mobilisation collective », laquelle parit difficile de réaliser sur fond de la colère des Français de la chute du pouvoir d'achat, les coupes budgétaires dans les secteurs clés, de la santé et de l'éducation, la réforme des retraites adoptée et qui continue de mobiliser pour son abrogation ect... Il a souligné que « la réussite » du passage de l'adoption du budget 2026 « sur l'adhésion

des Français » estimant qu'« aucune mesure de cette ampleur ne saurait aboutir sans leur soutien explicite », sans manquer d'insister sur « l'urgence de trouver 40 milliards d'euros afin d'atteindre les engagements européens », et de ramener le déficit public à 4,6 % du PIB en 2026, contre 5,4 % cette année. Un objectif qui ne peut être atteint selon les experts et les syndicats, que par des coupes importantes dans les finances

publiques, aux conséquences graves sur la vie socio-économique, de millions de français. Face à l'absence de majorité parlementaire et aux risques de blocage, le référendum apparaît, pour certains responsables politiques dont le PM Bayrou comme une voie de sortie institutionnelle et démocratique, après le recours récurrent l'article 43 pour l'adoption de projets de lois, dont celui de la réforme des retraites...

Le chef du gouvernement fait valoir que les réformes imposées de manière classique « entraînent souvent des mouvements sociaux intenses » et les opposants méconnaissent, selon lui « le contenu réel des textes ». Pour éviter ceci, selon François Bayrou, ce dernier « prévoit, « de présenter un programme détaillé, articulé autour de propositions lisibles, avec pour objectif à court terme de réduire la dépendance à l'endettement », et à moyen terme, poursuit-il « de repasser sous la barre des 3 % de déficit public ». Toutefois, la décision finale d'organiser une telle consultation populaire appartient au président Emmanuel Macron.

R. I.

LE PRÉSIDENT RUSSE VLADIMIR POUTINE

« La Russie n'a pas eu besoin d'utiliser des armes nucléaires pendant l'opération militaire spéciale »

La Russie dispose de toutes les forces nécessaires « pour mener à bien son opération militaire en Ukraine sans utiliser d'armes nucléaires », a déclaré Vladimir Poutine dans un entretien accordé au journaliste Pavel Zarubine. Affirmant qu'« il n'était pas nécessaire auparavant d'utiliser les armes [nucléaires] » le locataire du kremlin ne manque pas de souligner qu'il « espère que ce ne sera pas le cas », a-t-il dit. Le président russe a indiqué que son pays « gardait son sang-froid pendant l'opération spéciale, malgré les tentatives de provoquer la Russie et l'amener à commettre des erreurs ». Selon le locataire du Kremlin, « la Russie dispose de suffisamment de forces et de ressources pour mener l'opération militaire spéciale à bien et à son terme, soit à sa conclusion logique. Pour Vladimir Poutine, il n'aurait pas été réaliste de lancer une opération militaire spéciale dès 2014, car, a-t-il affirmé « la Russie n'était pas préparée à un affrontement direct avec l'Occident ». Il a toutefois estimé que soutenir le choix des habitants de la Crimée et de Sébastopol d'adhérer à la Russie « fut la bonne décision ». La situation géopolitique actuelle reflète une opposition ouverte entre la Russie et l'ensemble des puissances occidentales, a déclaré le président russe Vladimir Poutine dans une interview accordée à Saïda Medvedeva et Pavel Zaroubi-

ne, dans le cadre du documentaire « Russie. Kremlin. Poutine. 25 ans ». « L'Occident le reconnaît et les États-Unis en parlent ouvertement : ils sont en état de guerre existentielle avec la Russie », a-t-il indiqué. Il a également nuancé que la Russie faisait face seule à une coalition d'États occidentaux déterminée à l'affaiblir : « En d'autres termes, la Russie est seule face à l'ensemble de l'Occident. Il fallait donc en ce sens prendre très au sérieux l'évolution possible de la situation ».

L'OPÉRATION MILITAIRE SPÉCIALE QUI N'A PAS PU ÊTRE MENÉE PLUS TÔT

L'idée d'entamer une opération militaire spéciale dès 2014 ne correspondait pas aux capacités stratégiques de la Russie à l'époque, a affirmé le président russe Vladimir Poutine. « En 2014, c'était pratiquement irréaliste. Le pays n'était pas prêt à une telle confrontation directe avec l'ensemble des pays occidentaux », a-t-il indiqué. Cette prudence s'expliquait aussi par un contexte international encore incertain et un équilibre des forces défavorable à Moscou. « Nous ne pouvions pas ne pas y croire ni procéder à des changements radicaux sans faire le travail nécessaire dans le domaine de la sécurité et de la constitution de forces armées, ainsi que dans les domaines de l'économie et des finances. Nous ne nous sommes pas pré-

parés spécifiquement à cela. Nous nous efforçons sincèrement de résoudre le problème du Donbass par des moyens pacifiques », a-t-il ajouté. Le président russe Vladimir Poutine a déclaré que Moscou avait nourri des espoirs sincères dans les accords de Minsk, signés dans le but de résoudre le conflit dans le Donbass par la voie diplomatique. Il a reconnu que la Russie avait placé une certaine confiance, teintée de prudence, dans ses partenaires occidentaux quant à l'exécution des accords de Minsk : « On voulait y croire ». Ce choix reflétait l'état d'esprit du pays à cette époque : privilégier une issue pacifique en amont du recours à la force. Il a affirmé que cette confiance avait été trahie, affirmant que les engagements pris n'avaient pas été respectés : « Il s'est avéré plus tard, que nous avons tout simplement été dupés ».

LE SOUTIEN DE LA CRIMÉE EN 2014

Abordant les événements de 2014, le chef d'État a justifié le devoir de la Russie à tendre la main à la Crimée comme une nécessité humanitaire et stratégique. Il a présenté ce choix comme une obligation morale visant à protéger les populations locales qui, selon lui, auraient été abandonnées sans une telle action. « Nous avons tout simplement été obligés de prendre la décision en 2014 de soutenir les habitants de la Crimée et de Sébastopol. Car si on agissait autrement, cela aurait signifié qu'on les laissait se faire massacrer », a-t-il souligné. Il a reconnu que cette décision avait immédiatement entraîné de lourdes conséquences, notamment l'instauration de sanctions occidentales. Toutefois, il a indiqué que les autorités russes avaient anticipé ces réactions et assumaient pleinement la voie choisie. Vladimir Poutine a également noté que les sanctions imposées par les pays occidentaux depuis 2014 avaient paradoxalement renforcé l'économie

russe. Selon lui, ces mesures ont poussé la Russie à développer ses capacités intérieures et à effectuer un « saut qualitatif » dans plusieurs secteurs clés. Il a déclaré que le pays était aujourd'hui mieux armé pour affronter les défis extérieurs et maintenir son autonomie stratégique. La Crimée a été réintégrée à la Russie à la suite du référendum de 2014 où 95,6 % des électeurs ont voté favorablement. Un événement que Moscou considère comme une expression démocratique de la volonté populaire. Le président russe Vladimir Poutine a, à plusieurs reprises, déclaré que la question de la souveraineté de la Crimée était définitivement réglée. La reconnaissance internationale de cette réalité constitue l'un des axes de la diplomatie russe actuelle.

R. I.

PUB

SELON LE DIRIGEANT TCHÉTCHÈNE KADYROV

« Les forces russes ont repoussé une attaque de Kiev à Kursk »

Nouvelle attaque ukrainienne repoussée dans la région de Kursk, selon le dirigeant tchétchène Kadyrov Les forces russes ont repoussé une nouvelle tentative d'incursion ukrainienne dans la région de Kursk, selon Ramzan Kadyrov. Appuyées par l'artillerie, les unités tchétchènes et plusieurs brigades spéciales ont bloqué l'attaque en provenance de la région de Soumy, à la frontière ukrainienne.

R. I.

MUSIQUE

Récital andalou à Alger de l'orchestre de l'association "Ahl El andalous"

L'orchestre de l'association culturelle "Ahl El andalous" pour la musique andalouse a animé, samedi soir à Alger, un récital musical dans une ambiance originale, célébrant la noubâ classique de la musique algérienne, en présence d'un public relativement nombreux.

Accueilli à l'auditorium du Palais de la culture Moufdi-Zakaria, ce "premier" spectacle de l'orchestre de l'association, a été une occasion conviviale pour les membres de l'Ensemble de gratifier un mélomane de plusieurs pièces de l'andalou, rendues dans les genres Hawzi et Aroubi. Sous la baguette du maestro, Hamid Kheddîm, une des grandes voix de la chanson andalouse, la vingtaine de musiciens et interprètes, a déroulé, deux heures durant, un programme en deux parties avec des pièces dans le genre Aroubi, dérivé de la Sanaa algéroise. En chœur ou en solo, l'orchestre a rendu, dans des variations



modales différentes, plusieurs pièces, portées par des voix étoffées de membres de l'ensemble dont Faiza Bouchedoub, Hania Fassi, Hasna Belamri, Hamida Bouaka et Mahmoud Hassini.

Pour la deuxième partie, les solistes Mohamed Meziane et Mohamed Khelfat ont exécuté, tour à tour, des pièces dans le mode "Moual" dans le genre Aroubi et "Raml el maya" (Hawzi) pour terminer, en

beauté, sur un chant mystique, une noubâ classique à l'éloge du Prophète Mohamed (Qsssi). A l'issue du spectacle, Mehdi Ourabia, membre de l'association "Ahl El andalous", fondée en 2022, a indiqué que cette première prestation "officielle" de l'orchestre, a mis en vedette des musiciens et chanteurs qui ont revisité de célèbres pièces authentiques du riche patrimoine musical algérien.

PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL

Lancement à Alger du 2^e atelier de formation au profit des magistrats

La 2e session de formation en matière de protection du patrimoine culturel et de lutte contre le trafic illicite des biens culturels, organisée par le ministère de la Culture et des Arts, en coordination avec le secteur de la Justice, au profit des magistrats, a débuté, samedi à Alger, et ce, dans le cadre du mois du patrimoine (18 avril-18 mai). Présidant l'ouverture de cette session de formation au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, en présence de représentants du ministère de la Défense nationale, du ministère de la Justice et des différents corps sécuritaires, ainsi que de chercheurs spécialisés, le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou a indiqué que "la protection du patrimoine culturel est la responsabilité de tous", ainsi qu'"un devoir national et un enjeu stratégique reflétant la profondeur de l'appartenance et de l'identité de la nation". M. Ballalou a précisé qu'en 2024, et grâce aux efforts conjoints, "près de 14.651 biens culturels ont été restitués, le secteur de la Culture et des Arts s'étant constitué partie civile dans 44 affaires liées au trafic illicite de biens culturels".

Dans ce cadre, "48 dossiers relatifs aux différentes atteintes aux biens culturels immobiliers, tels que les sites archéologiques et les monuments historiques, ont été examinés au niveau de 24 wilayas, à l'issue desquels dix (10) actions en justice ont été intentées".

Il a également fait savoir que ces efforts avaient permis, en 2024 et début 2025, la restauration de 100 manuscrits et de 14 lithographies, relevant, outre la "numérisation de 3100 manuscrits à la Bibliothèque nationale et de 17000 documents supplémentaires ailleurs". Rappelant les efforts consentis dans le

cadre du soutien aux programmes de formation spécialisée, M. Ballalou a fait état de la formation de techniciens issus de 35 établissements publics et privés, notamment dans les domaines de la conservation et de la restauration du patrimoine culturel manuscrit, outre la création d'une cellule de veille chargée d'enquêter, de récupérer et de suivre les affaires relatives aux atteintes au patrimoine culturel national sur Internet, ayant permis, en coordination étroite avec les services diplomatiques, la restitution et le rapatriement de 11 pièces archéologiques et artistiques de l'étranger".

De son côté, le représentant du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Aoun Seiffeddine considère que "l'organisation de la 2e édition de cet atelier, après le succès du premier tenu l'an

dernier, témoigne de l'attention porte le secteur de la culture et des arts à la préservation du legs culturel national" lequel "met en avant l'identité nationale, notamment face aux tentatives d'atteinte à ce legs tant au plan international que régional".

A cet effet, M. Aoun a appelé les participants à cette session à "tirer pleinement profit des connaissances et acquis que propose cet atelier en vue de promouvoir et d'appuyer le traitement judiciaire qualitatif et dissuasif des litiges liés au patrimoine culturel et lutter contre le trafic illicite des biens culturels".

Il a réaffirmé la poursuite de la coopération avec le secteur de la culture et des arts ainsi que "la coordination permanente et continue" avec ce dernier, les différents services sécuritaires et administratifs ainsi que la société

civile pour préserver le patrimoine culturel et lutter contre le trafic illicite des biens culturels. La première journée de cette session de formation, à laquelle prennent part les officiers de la police judiciaire, a été marquée par la présentation de plusieurs communications dont "La stratégie du ministère de la Culture et des Arts dans la protection du patrimoine culturel" et "Le rôle de la Gendarmerie nationale dans la lutte contre les crimes d'atteinte au patrimoine culturel". Les participants à cette session suivront un programme pédagogique et pratique comportant des ateliers dans plusieurs établissements muséaux de la wilaya d'Alger, ainsi que des visites de musées et de sites archéologiques à Cherrhell, Médéa et Tipasa. L'atelier sera clôturé le 8 mai.

KHENCHELA

Convention de coopération entre la direction de la culture et le CRAT de Constantine

La direction de la culture et des arts de la wilaya de Khenchela a signé samedi une convention de coopération avec le Centre de recherche en aménagement du territoire de Constantine (CRAT).

Cette convention portant sur l'échange d'expériences dans le domaine des technologies et leur exploitation pour la protection du patrimoine culturel a été paraphé par le directeur de wilaya de la culture et des arts, Mohamed El Allouani et le directeur de recherche du CRAT Dr. Chaouki Benabbès en marge d'une journée de formation sur l'intelligence artificielle et les musées tenue au musée national "les frères chouhada Boulaaziz" de Khenchela. L'accord prévoit la coopération dans l'organisation de manifestations scientifiques et culturelles, la réalisation de travaux de recherches communes et l'échange de publica-

tions et d'expériences. Courant sur une durée de trois ans, l'accord prévoit la formation des travailleurs des deux parties et la réalisation commune d'études des éventuels projets liés à la protection du patrimoine culturel ainsi que leur participation aux visites scientifiques encadrées. Pour le directeur local de la culture, la convention porte sur "la consolidation de la coopération scientifique, technique et technologique avec le CRAT et son exploitation pour la gestion des risques encourus par les monuments archéologiques classés de la wilaya de Khenchela".

De son côté, Dr. Chaouki Benabbès a mis l'accent sur l'importance de cet accord dont la concrétisation débutera par la numérisation en 3D de certains monuments culturels classés de la wilaya de Khenchela en prévision du lancement d'opérations de protection et de valorisation.

MORT DE GENE HACKMAN

L'acteur oscarisé n'avait pas mangé pendant plusieurs jours avant son décès

Les résultats définitifs de l'autopsie de Gene Hackman ainsi que de sa femme, dont les dépouilles ont été retrouvées en partie momifiées le 26 février dernier, ont été communiqués par les autorités de Santa Fe, au Nouveau Mexique. Un peu plus de deux mois après le décès de Gene Hackman et de sa femme, les résultats définitifs de l'autopsie ont enfin été révélés. Ces éléments apportent un dernier éclairage sur les circonstances du décès de l'acteur de 95 ans et de son épouse, Betsy Arakawa, alors âgée de 65 ans. Les dépouilles du couple, ainsi que le corps sans vie d'un de leurs chiens, avaient été retrouvées en partie momifiés le 26 février dernier, au sein de leur résidence de Santa Fe au Nouveau-Mexique, dans des conditions mystérieuses. La thèse d'une fuite de monoxyde de carbone avait rapidement été envisagée, avant d'être écartée. Les premières informations de l'autopsie avaient ensuite établi, début mars, que Gene Hackman était mort d'une maladie cardiovasculaire, aggravée par la maladie d'Alzheimer, une semaine après sa femme. Cette dernière était décédée d'un hantavirus, une maladie rare transmise par des rongeurs.

PLUSIEURS INFARCTUS

Les résultats définitifs de l'autopsie confirment ces premières informations. L'acteur oscarisé a succombé à «une maladie cardiovasculaire athéroscléreuse et hypertensive grave», raconte Fox News. Le rapport indique de surcroît qu'il présentait des «antécédents d'insuffisance cardiaque congestive» en plus de «graves changements hypertensifs chroniques, des reins». Après l'analyse des données du pacemaker de Gene Hackman, «des infarctus du myocarde à distance ont été observés», souligne le médecin légiste. «L'examen du cerveau a [quant à lui] révélé des signes microscopiques de maladie d'Alzheimer à un stade avancé», ajoute-t-il. Cette maladie neurodégénérative aurait été «un facteur contributif significatif» à son décès, avaient déjà expliqué les experts en mars. Le rapport révèle par ailleurs que l'acteur n'avait pas mangé pendant plusieurs jours avant son décès. Il présentait en effet un haut taux d'acétone de 5,3 mg/dl, ce qui correspond à un jeûne prolongé - les niveaux d'acétone normaux dans le sang peuvent atteindre 0,3 mg/dl. Ce solvant peut être un «produit de l'acidocétose induite par le diabète et le jeûne, ainsi qu'un métabolite suite à l'ingestion d'isopropanol», ajoute le document. Gene Hackman a néanmoins été testé négatif à l'hantavirus, la maladie qui a causé la mort de sa femme. Le médecin légiste a finalement enterré l'hypothèse d'un empoisonnement au monoxyde de carbone puisque «le test a révélé une saturation inférieure à 5 %, ce qui est dans la norme».

RECHERCHES SUR SON ÉTAT DE SANTÉ

En ce qui concerne l'épouse de l'acteur de The French Connection, Betsy Arakawa, elle est bien décédée des suites de l'hantavirus, transmis par des rongeurs qui avaient infesté la demeure du couple. Durant leur enquête, les autorités ont fouillé l'ordinateur de la pianiste et ont découvert qu'elle avait effectué plusieurs recherches sur le Covid-19 et des symptômes grippaux avant son décès, entre le 8 et le 11 février. Avant de finalement consulter un médecin au centre de santé Cloudberry à Santa Fe. «Ces données suggèrent que Betsy recherchait activement des conditions médicales liées au Covid-19 et des symptômes pseudo-grippaux dans les jours précédant son décès», conclut le document relayé par Fox News. Les enquêteurs ont également retrouvé un courriel que Betsy Arakawa avait envoyé à sa masseuse le 11 février, dans lequel elle reconnaissait que Gene Hackman avait passé un «test COVID» après avoir ressenti des «symptômes grippaux», indique le rapport. Le médecin légiste a établi que Betsy Arakawa s'est éteinte le jour même, alors que son mari est décédé une semaine plus tard, le 18 février, mais n'avait pas sonné l'alerte en raison de sa maladie d'Alzheimer.

Recette du jour



DOLMA FELFEL ET AUBERGINES AU FOUR

Ingrédients pour 4 personnes:

- les légumes farcie :(vous choisir les légumes selon choix)
- des poivrons
- quelques aubergines
- des tomates
- 500 g de viande hachée
- Un oignons
- un bouquet de persil ciseler
- quelques feuilles de coriandre ciseler
- un oeuf
- une poignée de riz
- sel , poivre noir

- ingrédients la sauce tomate:
- un gros oignon
- 4 gousses d'ail

- 1 belle tomate
- 3 c de tomate concentré
- sel , poivre noir
- 2 feuilles de laurier
- thym, ou fines herbes, basilique .
- un peu d'huile d'olive

Préparation:
commencé a préparé la sauce tomate
Eplucher les oignons, les couper en quatre, éplucher les gousses d'ail, les couper en 2 et lever leur germe faites les revenir avec un peu d'huile d'olive sur le feu, jusqu'à ce que les oignons et l'ail prennent une couleur légèrement doré ajouter ensuite tomate peler

et couper en quatre, et faite les revenir
couvrir le tout d'eau ajouter la tomate concentré salé et poivré, ajouter le laurier les herbes aux chois et laisser tout sur le feu, une fois que la sauce soit épaissis et cuit retirer le laurier et mixer le tout voila vous avez une sauce prête a l'emploi

la farce :
mélanger la viande le persil la coriandre la poignée de riz , un oeuf , sel et poivre et bien malaxer
laver et vider les poivrons ainsi que les tomates et les aubergines
farcir chaque légume d'un

peu de viande
disposer les dans le fond d'un plateau huiler
mettre le plateau au fond du four bien chaud et les faire légèrement doré en faisant soin de les faire tourner de temps en temps (sa évite de les faire frire)
ensuite ajouter la sauce tomate dessus (faut que la sauce recouvre les légumes)et enfourner de nouveau
jusqu'a la cuisson la sauce doit etre bien réduite et les légume bien tendre
retirer su four , vous pouvez accompagner de riz ou de le manger avec un bon pain.

Gâteau du Jour

BISCOTTI AUX AMANDES (ITALIE)



Ingrédient :

- (comme mesure utiliser un 1 verre de 20 cl)
- 1 verre d'oeufs (4 oeufs)
- 1 verre de sucre (200 g)
- 1 verre d'huile (20cl) + 1 c as de beurre 25 g
- 1/3 verre d'eau de fleur d'orange (environ 8cl)
- 1 pincée de sel (3 g)
- 1/2 verre de sésames torréfiées (100g)
- 1 c à c de graines d'anis moulues
- 1 c à c de graine de fenouil moulues (6g) moulues
- 1 verre d'amandes entières torréfiées légèrement 125g
- 12 g de levure chimique
- 6 et 2/3 verres de Farine pour avoir une pâte souple qui ne colle pas aux mains
- Dorure :**
- 2 c à c de poudé de cacao
- Lait pour diluer la poudre
- Préparation :**
- 1- Dans la cuve ou dans un récipient, mettre les oeufs, le

sucre, l'huile, le beurre, la pincée de sel, l'anis, le poudre de fenouil et le sésame. Travailler le tout à la feuille ou à la main pour obtenir un appareil homogène et faire dissoudre le sucre.
2- Incorporer la fleur d'orange, les amandes, la levure chimique et mélanger ensuite la farine progressivement. On ne doit pas pétrir juste ramasser avec les doigts.
3- Faire deux boules, les rouler et claquant contre le plan de travail pour éviter les bulles d'air et des fekkas craquelés.
4- Placer les boudins espacés sur une plaque chemisée. Appliquer le mélange de la dorure. Les enfourner dans un four 180°C à chaleur tournante ou un four mi ouvert pour environ 20 minutes. La cuisson ne doit pas être finalisée, juste à blanc.
5- Une fois cuit à coeur mais pas doré, sortir la plaque. La couvrir en plastique et un linge propre et laisser plusieurs heures et de préférence une nuit. (Pour nous c'était juste 30 minutes, on n'avait pas beaucoup de temps devant nous).
6- Couper chaque boudin de part fine à l'aide d'un bon couteau. Les déposer sur le coté et remettre au four pour cuire sur les deux cotés.



Conseil du jour

PROTÉGER VOS CHEVEUX DE LA PISCINE

Appliquer une huile végétale sur ses pointes : les huiles végétales sont hydrophiles, elles forment une barrière imperméable autour du cheveu. On se tourne vers l'huile d'argan, l'huile de coco, l'huile d'avocat, etc. En plus de protéger les cheveux du chlore, l'huile nourrit et agit comme un soin avant-shampooing.

Le saviez-vous?



l'ail permettra de durcir les ongles afin d'éviter qu'ils ne se cassent. Laissez macérer la préparation pendant 2 à 7 jours et à l'abri de la lumière.



Bon à savoir!

Grâce à ses vertus hémostatiques, l'Ortie peut également aider à arrêter les saignements et les petites hémorragies. Par ailleurs, l'Ortie peut soulager les crises d'asthme si ses feuilles sèches sont brûlées comme pour de l'encens.



Astuce du jour:

Conserver les fruits plus longtemps

Que ce soit en pâtisserie, en cuisine ou en cas de petite faim, on adore consommer des fruits (toujours de saison s'il vous plaît). Mais certains pourrissent très vite ! Pour ne plus avoir à jeter de fruits moisis et rallonger leur durée de vie pour en profiter plus longtemps, il existe une astuce

imparable. Pour cela vous avez besoin d'un bouchon de liège! Il vous suffit de le couper en deux, puis de le glisser dans la corbeille de fruits. Le liège absorbe l'humidité excessive des fruits, ce qui les empêche de noircir et de pourrir prématurément, avant que l'on ait eu le temps de s'en régaler.

CITATION DU JOUR

« Le courage n'est pas l'absence de peur, mais la capacité de vaincre ce qui fait peur. »



HIPPODROME KAID AHMED- TIARET
LUNDI 5 MAI 2025 - PRIX : DAKHIRA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Duel entre Initial et Teimor El Mesk

La course à caractère de ce lundi à l'hippodrome de Tiaret mettra aux prises 12 coursiers de qualité assez moyenne pour ne pas dire modeste car seulement quelques-uns d'entre eux ont réalisé quelques modestes performances durant la saison écoulée et d'autres se distinguent par des résultats en dents de scie tout au long de cette saison hippique, et pour cela, je favorise les chevaux Initial, Teimor El Mesk et Caligula qui joueront les premiers rôles de ce prix Dakhira retenu en la circonstance pour servir de cadre aux paris tiercé, quarté et quinté. Donc, il faut se rendre à l'évidence que nous sommes en présence d'une course à caractère assez particulière, nous avons 3 favoris qui joueront les rôles principaux, par contre les deux places restantes du podium restent ouvertes à un groupe de chevaux qui peuvent venir chambouler l'arrivée de ce pari. Citons comme exemple les mâles Hercule et Raid Lakrad sans oublier d'autres comme les deux femelles Imalaya et le retour de la vieille femelle Chabba après une absence depuis le meeting d'été. Pour cette raison, nous vous conseillons de jouer les martingales. Rappel: cette course est réservée aux chevaux n'ayant pas totalisé une somme de 76.000 DA depuis le 1er octobre.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. ILEANA. Méfiance, c'est une galopeuse et accrocheuse, cette femelle bai de 4 ans vient de reprendre les courses au Caroubier. Cette fois-ci elle peut venir créer la surprise.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
M. DJELLOULI	1	ILEANA	YS. BADAOUI	55	4	M. DJELLOULI
F. METIDJI	2	INITIAL	WF. DJELLAOUI	55	7	H. FATMI
AH. FEGHOULI	3	TEIMOR EL MESK	K. HAOUA	55	8	K. FEGHOULI
A. RASSIME	4	QUIDADI	AZ. ATHMANA	55	12	PROPRIÉTAIRE
F. METIDJI	5	HERCULE	MD. ASLI	54	6	M. DJELLOULI
F. METIDJI	6	IMALAYA	R. BELMORSLI	54	5	F. BENZEFRIT
D. DJELLOULI	7	RAID LAKRAD	AP:AEK. DJELLOULI	54	11	D. DJELLOULI
MF. METIDJI	8	CALIGULA	F. ABDI	54	10	H. DJELLOULI
Y. METIDJI	9	CHABBA	B. KHALDI	54	1	F. BENZEFRIT
K. BELARBI	10	ESCADA	W. HAMOUL	53	9	AD. FEGHOULI
K. BELARBI	11	GHARAM	JJ:KH. BENKHATTO	52	2	AD. FEGHOULI
HARAS EL MESK	12	NAYLAT EL MESK	AP.F. BOUBKEUR	48	3	K. FEGHOULI

2. INITIAL. Vu le lot présent, cette jeune femelle de la grande maison F. Metidji visera la plus haute marche du podium.

3. TEIMOR EL MESK. Après un léger repos, ce magnifique coursier de 5 ans a repris les compétitions par un accessit, 4e sur la même distance du jour et dans le même hippodrome.

4. QUIDADI. Aléatoire.

5. HERCULE. A pour lui quelques bons accessits, a déjà côtoyé des chevaux plus robustes à ceux du jour.

6. IMALAYA. Il ne faut pas la blâmer lors de son dernier faux pas au Caroubier, car cette jeune jument a les moyens de figurer sur le podium.

7. RAID LAKRAD. Ce mâle alezan de

6 ans est bien chouchouté par son entourage après ses beaux résultats durant le meeting d'été espérant encore prendre une place parmi les 5 car il a les moyens.

8. CALIGULA. Attention, ce vieux mâle de 10 ans est très vif et rapide, il a les moyens physiques de venir créer un exploit.

9. CHABBA. C'est une jument avec de grands moyens technique et physique, sauf qu'elle est absente depuis le meeting d'été.

10. ESCADA. Rien de probant à son actif.

11. GHARAM. Barrée en théorie.

12. NAYLAT EL MESK. Manque visiblement de métier.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

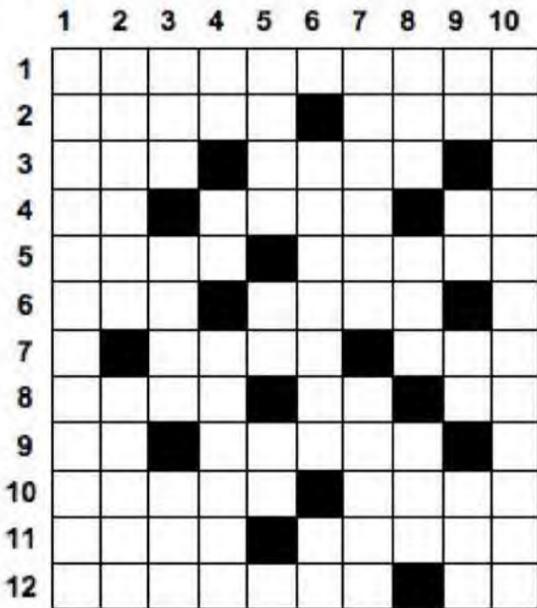
MON PRONOSTIC

**2. INITIAL -3. TEIMOR EL MESK -
7. RAID LAKRAD- 5. HERCULE- 8. CALIGULA**

LES CHANCES

6. IMALAYA - 1. ILEANA

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Partage illicite d'honoraires entre le médecin traitant et un de ses confrère - 2 - Canal - Grugées - 3 - Durillon - Fleuve d'Écosse - 4 - Consonne double - Chiffre - Tantale - 5 - Coulant - Battre le pavé - 6 - Intercalle - Pas de panique - 7 - Deuxième fils d'Adam et Ève - Volonté - 8 - Fait défaut - Erbium - Le matin - 9 - De biais - Déformées - 10 - Agit - Distant - 11 - Rejeter - Canard - 12 - Captiver - Usine - Sbiens d'Hitler.

VERTICALEMENT

1 - Éloquences - 2 - Pays européen - Vipère - 3 - Poil - Étoile des toiles - En éveil - 4 - Interjection - Réfléchi - Ivre - 5 - Illustré - Signe musical - Sélénium - 6 - Épouvantée - Pion - 7 - Mouche - Connecté - 8 - Actionnés - Désert - Tout repose sur lui - 9 - Fin de participe - Outil de traçage - Brillait sur le Nil - Fin de participe - 10 - Brûlis de broussailles.

Mots fléchés

Bravache	Argon	Bout de femme	Arsenic	Stable
Incendies violents	Coule au Congo	Moins que rien	Géneur	Indique le lieu
Protecteur		Un allemand	Points opposés	
Convocation			Élargi	Moitié de huit
Préfixe		Tueurs		
Drame nippon		Ronge		
	De côté		Grecque (de d à g)	Signal d'alarme
	Effet de choc		Époque	
Cap Espagne		Club sportif		Mesurée
Dégrossir		Fleuve d'Irlande		
			Mèche rebelle	
			Brillait sur le Nil	
Édenté	Battre le pavé			Fait la chaîne
	Pas ailleurs			Atome
		Anonyme	Coulant	
		Carcasse	Laisse rêveur	
Chiffrés				Sur la rose des vents
Cave				
			Naturelle	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Accommodante (11 lettres)

R	N	I	A	N	E	I	S	O	S	E	T	R	A	T	D	R	H
T	E	C	N	O	R	I	A	I	V	R	E	N	O	I	E	O	E
R	N	B	E	T	U	O	V	E	N	I	O	M	E	G	R	L	U
N	E	A	U	N	T	A	N	E	R	G	C	T	U	D	I	S	D
S	A	N	S	S	E	R	V	E	I	L	E	A	E	O	U	N	F
U	E	L	T	U	S	E	N	E	C	S	J	E	V	E	O	O	E
T	V	I	E	E	U	D	E	S	N	E	D	S	L	B	N	D	N
A	R	E	E	E	R	R	E	N	I	A	H	R	E	D	L	A	I
I	A	T	S	T	T	A	T	E	V	R	O	E	R	F	E	I	R
H	L	O	I	R	N	G	E	L	U	O	B	V	I	I	T	S	A
E	E	I	L	E	I	E	E	U	S	S	I	A	O	S	I	T	M
S	S	D	A	P	D	R	R	E	I	S	O	J	P	I	U	N	S
R	I	I	V	I	N	T	E	R	R	A	J	E	A	O	R	A	R
A	R	I	C	O	A	E	B	R	A	B	N	A	D	R	T	H	U
P	P	T	L	F	O	I	E	E	R	I	A	M	R	N	R	C	O
E	E	E	T	N	A	L	L	A	E	R	U	S	U	G	A	E	C
E	R	T	T	N	E	V	E	E	R	I	A	L	C	E	O	R	T
F	L	A	T	E	L	T	U	A	H	E	T	I	A	R	T	N	G

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ALLANT - ARRET - AVERSE - BARBE - BOND - BOULE - CHANT - CLAIRE - COURS - DAIS - DENSE - DICTEE - DIETE - EPARSE - ELAN - EVENT - FOIE - FOND - FRELON - GRANDE - GRENAT - HAINE - HAUT - HIATUS - HORDE - IDIOTE - INTRUS - ISSUE - JARGON - JARRET - JAUGER - LARVE - LETAL - LIEVRE - MAIRE - MARINE - MOINE - NAIN - NERVI - NORIA - OISIF - ORVET - OSIER - PERTE - POIRE - PRISE - REBUS - REGARD - RENTE - SCENE - SOSIE - TARTE - TRAITE - TRUITE - USANT - USUEL - USURE - VALISE - VOILE - VOUTE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Péroration - 2. Ruées - Li - 3. Ères - Os - Tu - 4. Ré - Tué - Sas - 5. Érines - 6. Gare - On - na! - 7. Air - Pl - Bob - 8. Éclore - 9. In - Figé - Rn - 10. Vue - Eu - Lad - 11. Éire - Émise - 12. Stère - Êtes -

VERTICALEMENT :

1. Prérrogatives - 2. Eure - Ai - Nuit - 3. Rée - Erre - Ère - 4. Œstre - Cf - Er - 5. Rs - Ui - Plie - 6. Œnologue - 7. Ils - En - Se - Me - 8. Si - S.S - Be - Lit - 9. Ta - Nô - Rase - 10. Nauséabondes.

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT :

Éristale - Ruée - Isée - Sel - Méats - Uélé - N.S - Or - Erne - Nu - Geai - Té - Fer - Iéna - Pierre - Ca - Vissé - Tirs - Nos - Assis - Menées - Os.

VERTICALEMENT :

Erreur - Épine - lule - Grison - Usé - Lee - Esse - Téméraire - Na! - Rien - As - Liane - Nets - Lests - Ta - Iso - Es - Né - Cris - Mie - Ru - Tassé.

MOTS MASQUÉS DÉCOLLATION

Plus de 4 900 infractions commerciales enregistrées durant les quatre premiers mois de l'année dans sept wilayas de l'Ouest du pays

La direction régionale du Commerce intérieur et de la régulation du marché national de la région de Saïda a enregistré 4.948 infractions commerciales, au cours des quatre premiers mois de l'année en cours, a-t-on appris auprès de cette direction. Ces infractions ont donné lieu à l'établissement de 4.713 procès-verbaux en vue de poursuites judiciaires et à la fermeture de 242 commerces dans sept wilayas de l'Ouest du pays. Le chargé de la communication de cette direction, Okacha Bougnina, a précisé à l'APS que ces infractions ont été recensées dans les wilayas de Mascara, Relizane, Chlef, Saïda, Tissemsilt, Tiaret et la wilaya déléguée de Ksar Chellala. Les infractions liées aux pratiques et aux activités commerciales concernent, notamment, le non-affichage des prix et des tarifs, l'absence de facturation, l'exercice d'une activité commerciale sans inscription au registre du commerce, la non-mise à jour des informations sur l'extrait du registre du commerce, l'obstruction aux opérations de contrôle et l'exercice d'une activité commerciale sédentaire sans local commercial, a-t-on fait savoir de même source. En matière de répression des fraudes, les infractions constatées comprennent le non-respect des règles d'hygiène et de sécurité des produits, le non-respect de l'obligation de garantie ou l'exécution de celle-ci, l'opposition au contrôle et le non-respect du contrôle préalable de conformité. Le même responsable a indiqué que les brigades de contrôle des pratiques commerciales et de répression des fraudes ont effectué, au cours de la même période, 65.321 interventions. La valeur vénale des produits alimentaires non conformes saisis dans ces wilayas dépasse les 20 millions de dinars, tandis que le montant des transactions non facturées a été estimé à plus de 4 milliards de dinars.

Fraude et blanchiment d'argent : arrestation de 5 personnes et saisie de sommes d'argent à Tizi-Ouzou

La brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers de Tizi-Ouzou a arrêté cinq personnes soupçonnées de blanchiment d'argent, de fraude et d'évasion fiscale, et saisi 30,454 millions DA et 55.700 euros, a rapporté dimanche un communiqué de la sûreté de wilaya. Les éléments de la brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers de la police judiciaire de Tizi-Ouzou, en coordination avec la brigade mobile de la police judiciaire de la daïra d'Azazga, ont réussi à identifier et à arrêter cinq personnes âgées entre 35 et 50 ans, soupçonnées d'avoir enfreint les dispositions de la législation et de la réglementation



tion relatives au change et au mouvement des capitaux de et vers l'étranger, de blanchiment d'argent, d'escroquerie et

d'évasion fiscale, précise le communiqué. "L'opération, menée sous la supervision du procureur de la République

près le tribunal d'Azazga à compétence régionale, a permis la saisie d'une somme d'argent en monnaie nationale estimée à 3 milliards 454 millions de centimes, d'une somme d'argent en devises estimée à 55.700 euros et de six (06) véhicules touristiques", a ajouté la même source. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la république près le tribunal d'Azazga pour les chefs d'accusations d'"infraction à la législation relative à la monnaie et à la circulation des fonds, blanchiment d'argent et fraude fiscale et exercice d'une activité sans autorisation". Ils ont été placés en détention préventive, selon le communiqué.

Quatre morts et 246 blessés sur les routes en 24 heures

Quatre (4) personnes sont décédées et 246 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa, avec 3 morts et 5 blessés, suite à une collision entre trois véhicules légers, dans la commune d'Aïn El-Ibel, précise la même source. Concernant les noyades, le bilan de la Protection civile fait état du repêchage de 3 la même source. Concernant les noyades, le bilan de la Protection civile fait état du repêchage de 3 la même source. Concernant les noyades, le bilan de la Protection civile fait état du repêchage de 3 la même source.

Migrations : plus de 72 000 morts ou disparus depuis 2014

Plus de 72.000 personnes sont décédées ou ont disparu le long des routes migratoires à travers le monde au cours de la dernière décennie, la plupart d'entre elles dans des pays touchés par des crises, ont déclaré mardi, les Nations unies. L'année dernière a été marquée par le plus grand nombre de décès de migrants jamais enregistré, avec au moins 8.938 personnes décédées sur les routes migratoires, selon l'agence de l'ONU pour les migrations (OIM). "Ces chiffres nous rappellent tragiquement que



les gens risquent leur vie lorsque l'insécurité, le manque d'opportunités et d'autres pressions les privent d'options sûres ou viables dans leur pays", a déclaré Amy Pope, cheffe de l'OIM, dans un communiqué. Le

rapport de l'agence onusienne révèle que près des trois quarts des décès et disparitions de migrants enregistrés dans le monde depuis 2014 sont survenus, alors que les personnes fuyaient l'insécurité, les conflits, les catastrophes et d'autres crises humanitaires. Un sur quatre était "originaire de pays touchés par des crises humanitaires, avec la mort de milliers d'Afghans, de

Rohingyas et de Syriens documentée sur les routes migratoires dans le monde entier", indique le rapport de l'OIM sur les migrants disparus. Le rapport indique que plus de 52.000 personnes sont mortes en tentant de fuir l'un des 40 pays du monde où les Nations unies ont mis en place un plan de réponse aux crises ou un plan de réponse humanitaire. Amy Pope a exhorté la communauté internationale à investir pour "créer de la stabilité et des opportunités au sein des communautés, afin que la migration soit un choix et non une nécessité". "Et lorsqu'il n'est plus possible de rester, nous devons travailler ensemble pour permettre des parcours sûrs, légaux et ordonnés qui protègent les vies".

Saisie de plus de 10 kg de kif traité et arrestation de deux individus à Tamanrasset

Une quantité de 10,9 kg de kif traité a été saisie à Tamanrasset, et deux suspects ont été arrêtés, a-t-on appris samedi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de la wilaya. Cette opération a été menée par les services de la police judiciaire (PJ) suite à l'exploitation d'informations faisant état de la présence d'un groupe criminel exploitant une habitation pour le stockage et trafic de drogue au niveau d'un quartier de la ville de Tamanrasset, a-t-on expliqué. Les investigations approfondies menées en coordination avec le parquet ont permis l'arrestation de deux (2) individus et la saisie de cette quantité de drogue ainsi que deux (2) appareils de communication sans fil, et un véhicule tout terrain utilisé pour le transport et l'acheminement de la drogue, selon la même source. Après l'achèvement de toutes les procédures légales, les deux suspects ont été déférés devant les instances judiciaires compétentes pour "constitution d'une bande criminelle en vue de commettre des délits, trafic, possession, transport, acheminement et importation de drogue au sein d'un groupe criminel organisé transfrontalier, contrebande portant atteinte à l'économie, la sécurité nationale, la santé publique, ainsi que crime de blanchiment d'argent", a conclu la même source.

EXPRESS-HISTORIQUE

Le renard et le bûcheron (14)

Sans réfléchir, la pauvre Créature s'élança, tête la première, vers les flots tumultueux de la rivière — sa vie ne tenait plus qu'à ce saut désespéré ...



Il s'accrocha, les doigts tremblants, au premier rocher dressé sur son chemin, comme à la dernière lueur d'espoir dans le Chaos qui l'engloutissait.



Le chasseur parvint au sommet de la falaise et, d'un regard implacable, contempla sa proie tapie au creux de l'abîme, livrée à son sort.



AUX POINGS

MISE « C'est la première fois qu'Al-Ahli remporte la Ligue des champions d'Asie. Lorsque nous sommes arrivés ici, notre objectif était de placer le club et l'Arabie saoudite au sommet de l'Asie. Aujourd'hui, nous avons réussi. L'an dernier, je n'ai rien gagné, mais cette année je voulais vraiment laisser ma marque. Ce titre est spécial pour moi, je suis fier. Chaque victoire a sa propre valeur ».

L'international algérien Riyadh Mahrez



AMNESTY ÉPINGLE LE RÉGIME MAROCAIN SUR LA RÉPRESSION DES SAHRAOUI ET DES VOIX D'OPPOSITION MAROCAINES

Le sombre bilan du Makhzen

Le régime de M6 a continué, en 2024, à déployer sa machine de répression dans les territoires sahraouis occupés. Les Marocains aussi, ces « indociles » pas d'accord avec le Makhzen ont subi le même châtement...

Les autorités d'occupation marocaines ont continué, en 2024, à réprimer les militants au Sahara occidental, a affirmé Amnesty international qui a recensé de nombreuses violations des droits de l'Homme dans le territoire occupé. Les militants et les droits à la liberté d'association et de réunion pacifique « restaient soumis à des restrictions au Sahara occidental » occupé, a souligné cette ONG dans un rapport. Selon cette organisation de défense des droits humains, en janvier, la police marocaine d'occupation a « dispersé violemment des militants sahraouis qui manifestaient pacifiquement à Laâyoune occupée ». Certaines des protestataires ont même été « rouées de coups », a-t-elle soutenu. En février, la police a empêché la tenue d'une conférence de presse sur la situation des droits fondamentaux au Sahara occidental organisée par le Collectif des défenseurs sahraouis des droits humains (CODESA) et qui devait se dérouler à Laâyoune, a-t-elle indiqué. L'ONG fait également état, dans son bilan annuel des violations des droits humains au Sahara occidental occupé, de la destruction, à coups de bulldozer, par l'armée et la gendarmerie marocaines d'occupation des habitations de 12 familles sahraouis dans la ville d'Al Jitir, au nord de Smara occupée. « Ces loge-



ments ont été démolis sans préavis suffisant ni proposition de logement, ce qui constituait une expulsion forcée », a-t-elle jugé. Détaillant les nombreuses violations des droits humains au Sahara occidental occupé en 2024, Amnesty international a affirmé qu'en août, la police a soumis 13 militants à des fouilles arbitraires aux aéroports de Laâyoune et de Dakhla, et saisi des documents et d'autres effets personnels. « Les personnes concernées rentraient d'une conférence en Turquie » sur la protection des droits de l'homme, a-t-elle fait remarquer.

LES MAROCAINS AUSSI

Même les militants marocains n'ont pas été épargnés par la politique de répression du Makhzen. L'organisation a indiqué, à ce titre, que les autorités ont continué « à réprimer la dissidence et à prendre pour cible des journalistes, des militants et des personnes qui critiquaient le régime

en engageant des poursuites judiciaires à leur rencontre et en les plaçant sous surveillance ». « Plusieurs ont été emprisonnés pour avoir critiqué la monarchie ou publié ce que les autorités qualifiaient de (fausses nouvelles) », a-t-elle souligné. Elle a cité, à ce propos, le cas du journaliste Hamid El Mahdaoui, directeur du site internet Badil, condamné, en novembre, par le tribunal de première instance de Rabat à 18 mois d'emprisonnement et à une amende, après l'avoir déclaré coupable de « diffusion de fausses allégations » et de « diffamation », à la suite d'une plainte du ministre de la Justice. L'ONG a rappelé, dans ce contexte, qu'en février et en septembre, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a demandé que les autorités mettent en place des mesures provisoires pour protéger la santé de Mohamed Ziane (81 ans), avocat spécialiste des droits humains et ancien ministre des droits de l'homme, qui avait été condamné en novembre 2022 pour des charges controvérsées liées à ses activités en faveur des droits fondamentaux. Citant l'organisation Alkarama, qui a déposé la plainte, Amnesty international a affirmé que « les autorités n'ont pas satisfait à cette demande ».

Ania N.

UN RÉSEAU SPÉCIALISÉ DÉMANTELÉ À ALGER
Plus de 100 000 euros en faux billets saisis

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé, au cours de la semaine passée, un réseau criminel spécialisé dans le faux-monnayage et saisi plus de 100 000 euros en fausse monnaie, a indiqué un communiqué de ce corps sécuritaire. D'après la source, « la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Baba Ali, relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Birtouta a démantelé, au cours de la semaine passée, un réseau criminel spécialisé dans la contrefaçon de monnaie étrangère pour sa mise en circulation sur le marché national, ce qui est susceptible de porter atteinte à l'économie nationale ». L'opération a été menée suite à « des informations parvenues à la même brigade, faisant état d'un individu qui avait en sa possession de la fausse monnaie aux alentours de Birtouta, en vue de sa mise en circulation sur le marché national », a précisé la même source, ajoutant qu'« un plan sécuritaire bien ficelé a été mis en place ayant permis l'interpellation des cinq membres de ce réseau ». Cette opération s'est soldée par « la saisie d'une somme d'argent falsifiée estimée à 105.300 euros, d'équipements utilisés dans la contrefaçon de monnaie, d'armes blanches prohibées et d'un véhicule de tourisme », a souligné le document. À noter qu'« après parachèvement de toutes les procédures légales, les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes pour constitution d'une association de malfaiteurs aux fins de commettre un délit portant atteinte à l'économie nationale, contrefaçon et mise en circulation de billets de banque ayant cours légal sur le territoire national », a conclu la même source.

L. Z.

AHMED ATTAFF REÇOIT LE VICE-MINISTRE JAPONAIS DES AE

Donner un nouvel élan au partenariat économique

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, hier, au siège du ministère, le vice-ministre japonais des Affaires étrangères, Hisashi Matsumoto, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. « Cette visite s'inscrit dans le cadre de la tenue de la première session du Comité intergouvernemental économique conjoint algéro-japonais, laquelle a été coprésidée par le vice-ministre japonais et le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Lounès Magramane », précise le communiqué. La rencontre de M. Attaf avec le vice-ministre japonais a permis de « passer en revue les résultats du Comité intergouvernemental économique conjoint et de réaffirmer l'importance de la conjugaison des efforts des deux parties en vue d'insuffler un nouvel élan au partenariat algéro-japonais, notamment dans son volet économique, en phase avec les priorités et les objectifs de développement des deux pays », ajoute la même source. Par ailleurs, les deux parties ont examiné « plusieurs questions d'actualité, internationales et régionales, à leur tête les développements de la question palestinienne », conclut le communiqué.

R. N.

INVESTITURE DU PRÉSIDENT GABONAIS

Mme Mansouri assiste à la cérémonie près de Libreville

Chargée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Bakhta Selma Mansouri, a pris part à la cérémonie d'investiture du président de la République gabonaise, Brice Oligui Nguema, qui s'est tenue samedi près de Libreville, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Cette investiture fait suite à l'élection présidentielle du 12 avril dernier,

remportée par le Président Nguema, « mettant ainsi fin à 19 mois de transition et entérinant le retour du Gabon à l'ordre constitutionnel et la reprise de sa participation aux institutions régionales, à leur tête l'Union africaine (UA) », précise la même source. La cérémonie s'est déroulée en présence de 16 chefs d'Etat et de gouvernement, de personnalités de haut rang et de délégations officielles, ce qui « témoigne de l'intérêt régional et international porté à cette importante échéance politique en République gabonaise », conclut le communiqué.

R. N.

L'ALGÉRIE AUPRÈS DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE BISSAU Ridha Nebais, nouvel ambassadeur

Le gouvernement bissau-guinéen a donné son agrément à la nomination de M. Ridha Nebais en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République de Guinée Bissau avec résidence à Dakar, a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.

L. Z.

SOUS-RIRE

Affaire Belghit
les Émirats arabes unis dépassent la ligne rouge



Belghit